

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DES
NULLITÉS ET DE LA RÉSILIATION
DANS
LES VENTES DE CHEVAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le mercredi 27 octobre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Charles LAVOLLÉE

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

Suffragants : } MM. MASSIGLI, professeur.
WAHL, professeur.



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison **L. LAROSE & FORCEL**

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN Directeurs

—
1909

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

DES
NULLITÉS ET DE LA RÉSILIATION
DANS
LES VENTES DE CHEVAUX

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

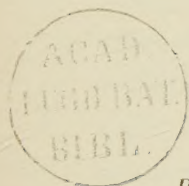
Le mercredi 27 octobre 1909, à 1 heure 1/2

PAR

Charles LAVOLLÉE

Président : M. AMBROISE COLIN, professeur.

*Suffragants : } MM. MASSIGLI, professeur.
WAHL, professeur.*



LIBRAIRIE

De la Société du Recueil J.-B. Sirey, & du Journal du Palais

Ancienne Maison L. LAROSE & FORCEL

22, Rue Soufflot, PARIS, V^e Arr^t.

L. LAROSE & L. TENIN Directeurs

1909

DES
NULLITÉS ET DE LA RÉSILIATION
DANS
LES VENTES DE CHEVAUX

INTRODUCTION

Il n'est peut-être pas inutile au début de notre étude de rappeler sans toutefois entrer dans le détail les différences profondes qui existent dans les différents systèmes proposés par la doctrine et la jurisprudence entre les actes inexistants, les actes nuls et les actes annulables. Des théories nombreuses et malheureusement contradictoires qui ont été adoptées par les auteurs modernes, nous prendrons la classification si claire et si simple de M. Planiol et nous distinguerons avec l'éminent jurisconsulte : 1° les actes que la loi n'a pas besoin d'annuler parce qu'ils ne sont pas arrivés à l'existence ; 2° les actes annulés de plein droit par la loi ; 3° les actes annulés par décisions de justice. Les premiers seront les actes inexistants ; les deuxièmes seront les actes nuls ; les troisièmes seront les actes annulables.

La jurisprudence au contraire admet une théorie tout autre de la nullité des actes juridiques. Elle semble refuser de reconnaître l'acte nul de plein droit, de même que l'acte inexistant : un arrêt célèbre de la Cour de Bordeaux déclare même « que les « nullités fussent-elles absolues ou substantielles ou « même d'ordre public n'existent pas de plein droit ; « les actes qu'elles vicient conservent tous leurs « effets tant qu'ils n'ont pas été annulés... Tout « aboutit en définitive à une action en nullité... » (Bordeaux 25 juin 1884. D. 88.1.161 — S. 85.2.201 confirmé par arrêt de Cass., 9 novembre 1887. D. 88.1.161.)

Dans la pratique l'abîme qui sépare la jurisprudence de la doctrine est incontestablement moins grand qu'il pourrait le sembler de prime abord. Les parties contractantes, en effet, se refuseront presque toujours à reconnaître l'inexistence ou la nullité de plein droit de l'acte qu'elles auront passé ; une action judiciaire sera inévitable et cette action aboutira à une solution qui différera peu, quels que soient les motifs qui l'aurent fait prononcer.

Dans notre étude qui portera sur les actes nuls et les actes annulables suivant la terminologie de M. Planiol, nous nous efforcerons donc, en nous référant aux diverses solutions données par les tribunaux aux cas litigieux qui leur ont été soumis, de rester d'accord avec les définitions données ci-dessus

et de concilier, autant qu'il sera possible de le faire, la jurisprudence et la doctrine.

Laissant de côté les actes inexistants puisque la demande en nullité ou en résiliation d'un contrat suppose naturellement l'existence de ce contrat aussi bien au point de vue matériel qu'au point de vue juridique, nous étudierons dans une première partie les ventes nulles de plein droit, et dans une seconde les ventes annulables. Cette seconde partie elle-même se divisera en trois chapitres suivant la source dans laquelle la vente aura puisé le caractère spécial qui amènera sa résiliation. Avec une troisième partie où nous comparerons les diverses législations étrangères particulières à notre matière, nous aurons, pensons-nous, examiné celle-ci sous les différents aspects qu'elle peut présenter.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41554632_0023

PREMIÈRE PARTIE

DES VENTES NULLES DE DROIT

« Tout ce qui est dans le commerce — dit l'article « 1598 du Code civil — peut être vendu lorsque des « lois particulières n'en ont pas prohibé l'aliénation. »

Nous devons donc rechercher quels sont les textes législatifs pouvant prohiber l'aliénation d'un animal de la race chevaline. Le Code civil nous fournit un grand nombre de cas d'inaliénabilité : fonds dotal, biens compris dans une substitution autorisée, biens d'un mineur vis-à-vis de son tuteur, vente entre époux... et il est clair qu'un cheval comme tout autre objet mobilier pourrait faire l'objet d'une de ces aliénations prohibées par le législateur. L'étude de tous ces cas d'inaliénabilité, outre qu'elle ne présenterait aucun intérêt particulier, nous entraînerait hors du cadre que nous nous sommes proposé ; nous laisserons donc de côté ces divers cas d'inaliénabilité générale et nous examinerons quels sont les tex-

tes législatifs prohibant dans certaines conditions l'aliénation d'un cheval.

Deux lois existent sur ce point, qui se complètent l'une l'autre, la seconde ayant eu surtout pour but d'indiquer l'interprétation de la première et d'en préciser les points obscurs. Il s'agit de l'interdiction de la vente d'animaux atteints de maladies contagieuses.

Après avoir indiqué nominativement quelles étaient les maladies contagieuses dont elle entendait s'occuper (la rage et le charbon pour tous les animaux en général ; la morve, le farcin et la dourine pour les animaux de la race chevaline), la loi du 21 juillet 1881 édicte certaines mesures administratives de police sanitaire et arrive en son article 13 à prohiber la vente des animaux atteints des maladies ci-dessus :

« La vente ou la mise en vente des animaux atteints ou soupçonnés d'être atteints de maladies contagieuses est interdite. Le propriétaire ne peut s'en dessaisir que dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique prévu à l'article 5. Ce règlement fixera pour chaque espèce d'animaux et de maladies le temps pendant lequel l'interdiction de mise en vente s'appliquera aux animaux qui ont été exposés à la contagion. »

Quel était donc le caractère de cette prohibition de vente ou même de mise en vente ? Un caractère pénal tout d'abord, la loi punissant d'une amende tout contrevenant à ses prescriptions. Un caractère

civil ensuite, la vente effectuée au mépris de la loi se trouvant nulle comme contraire à l'ordre public et à un texte législatif en vigueur.

Il est facile d'imaginer combien une telle rédaction laissait de place à l'incertitude. Selon que le vendeur et l'acheteur se trouvaient ou non de bonne foi, les conséquences juridiques de la vente devenaient différentes. De plus aucun délai n'étant imparti à l'acheteur pour intenter son action, le vendeur se trouvait exposé indéfiniment à l'action de son acheteur et sa situation certes peu intéressante en cas de mauvaise foi le devenait incontestablement en cas de bonne foi. Les tribunaux du reste avaient compris ce qu'il y avait d'obscur dans le texte de la loi et suppléaient à l'insuffisance de celle-ci en appliquant des jurisprudences différentes et parfois contradictoires.

Une loi du 31 juillet 1895 est venue combler les lacunes de la loi précédente. Son article premier demande à être reproduit au moins dans sa première partie :

« L'article 13 de la loi du 21 juillet 1881 est complété par les paragraphes suivants : Et si la vente
« a eu lieu, elle est nulle de droit, que le vendeur
« ait connu ou ignoré l'existence de la maladie dont
« son animal était atteint ou suspect. Néanmoins aucune réclamation de la part de l'acheteur pour raison de ladite nullité ne sera recevable lorsqu'il se
« sera écoulé plus de quarante-cinq jours depuis le

« jour de la livraison s'il n'y a pas eu poursuite du
« Ministère public (1).

« Si l'animal a été abattu, le délai est réduit à dix
« jours à partir du jour de l'abatage, sans que tou-
« tefois l'action puisse jamais être introduite après
« l'expiration du délai de quarante-cinq jours. En
« cas de poursuites du Ministère public, la prescrip-
« tion ne sera opposable à l'action civile comme au
« paragraphe précédent que conformément aux rè-
« gles de droit commun. »

Ce texte, autrement explicite que le texte primitif, nous fixe donc complètement sur le caractère civil de la vente d'animaux contagieux. C'est d'abord une nullité *de droit*. Si le marché a été consenti contrairement à la loi de 1881, le tribunal sera contraint par un simple examen de dates (celle de la vente et celle de l'arrêté d'interdiction) d'annuler purement et simplement la vente en question comme étant un acte de disposition d'une chose hors du commerce.

Le nouveau texte comporte donc une aggravation de la situation du vendeur. Par contre ce dernier n'est plus exposé comme par le passé à l'action presque perpétuelle de son acheteur. Cette action se prescrira par 45 jours s'il n'y a pas poursuites du

1. Le texte du *Journal officiel* porte « ... s'il y a eu poursuite du Ministère public ». C'est là à n'en pas douter une erreur matérielle de typographie que le bon sens suffit à rectifier, et personne n'a jamais, pensons-nous, douté du véritable sens de la loi.

Ministère public, c'est-à-dire si le vendeur est réputé avoir agi de bonne foi. Dans le cas contraire, si par conséquent c'est la mauvaise foi du vendeur que l'on suppose, l'acheteur pourra toujours exercer son action dans les limites du droit commun.

Les tribunaux ont poussé à l'extrême le souci de cette nullité de droit en refusant à l'acheteur des dommages-intérêts contre son vendeur de mauvaise foi (1). Selon eux, la vente serait frappée d'une nullité radicale, ne pourrait d'une façon générale produire aucun effet et en particulier ne saurait donner ouverture à une action en dommages-intérêts de la part d'une partie contre l'autre. A notre avis, il n'est pas exact de dire que la vente d'une chose hors du commerce ne peut pas donner ouverture à une action en dommages-intérêts.

Si le vendeur est de bonne foi, la thèse de la jurisprudence est naturellement la seule acceptable. Mais dans le cas contraire si le vendeur a connu l'existence de la maladie dont son cheval était atteint, il a sciemment contrevenu à la loi et porté préjudice à son acheteur. Dès lors pourquoi refuserait-on à ce dernier des dommages-intérêts sinon en vertu du contrat, du moins en vertu des principes généraux de l'article 1382 du Code civil ?

La loi de 1895 avait encore un autre but : depuis la

1. Nancy, 22 mai 1894. D. P. 95. 2. 187.

loi de 1881, avait été promulguée la loi de 1884 sur les vices rédhibitoires, loi que nous étudierons en détail par la suite. Cette loi réputait vices rédhibitoires la morve et le farcin que l'on retrouve également dans l'énumération de la loi de 1881. D'où, situation bizarre, conflit entre deux textes de lois, l'un déclarant interdite et nulle de droit la vente des chevaux atteints de morve ou atteints de farcin, et l'autre envisageant d'une tout autre façon une vente de cette nature. La loi de 1895 a purement et simplement rayé de la liste des vices rédhibitoires la morve et le farcin qui ne figurent plus aujourd'hui que dans la liste des maladies contagieuses.

Si maintenant nous supposons le cas de plusieurs ventes successives, il est évident que la première vente ayant été nulle de droit, les ventes subséquentes le seront également. Il en sera de même pour les ventes qui auront été consenties pendant une période où elles auraient été licites par application de la règle *Resoluto jure dantis resolvitur jus accipientis*, sauf peut-être — et dans ce cas nous ne pensons pas que les tribunaux puissent appliquer leurs principes avec vigueur — recours en dommages-intérêts de l'acquéreur contre son vendeur en cas de mauvaise foi de celui-ci. Et le vendeur de mauvaise foi sera de plus passible des amendes prévues à l'article 13 de la loi de 1881.

De ce que la vente d'animaux atteints de maladies

contagieuses est nulle de droit, découlent encore les conséquences suivantes : cette nullité est une nullité absolue dont tout intéressé pourra se prévaloir aussi bien l'acheteur que le vendeur (même de mauvaise foi) ou que les créanciers de l'un et de l'autre. Elle pourra même être opposée d'office par le tribunal.

Aucune confirmation de la vente ne sera possible, même si elle intervenait postérieurement à l'expiration de la période d'interdiction. Une semblable confirmation pourrait évidemment présenter tous les caractères d'une vente, mais celle-ci ne produirait d'effet que du jour où elle aurait eu lieu sans rétroactivité possible à la date de la première vente.

La prescription ne saurait avoir non plus aucune influence sur le sort de la vente nulle de droit par application de l'adage : « Quod nullum est nullo lapsu » temporis convalescere potest. » Néanmoins la jurisprudence a parfois admis — et nous signalons sans prendre parti le conflit qui s'est élevé entre elle et la doctrine — que « la prescription.... (en matière de « nullités radicales) n'a pas pour effet de donner à la « convention prohibée une existence légale, mais « (qu') elle anéantit toutes les actions tendant à en « faire prononcer l'annulation (1). »

Nous ne nous étendrons pas davantage sur cette

1. Cour de Cassation. Chambre des requêtes, 5 mai 1889, D. P. 80. 1.145.

nullité de droit qui ne puise sa source que dans les lois du 21 juillet 1881 et 31 juillet 1895, et que l'on rencontre assez peu fréquemment dans la pratique. Les résiliations de ventes au contraire sont continuelles et leurs sources autrement variées. Ce sera la seconde et la principale partie de notre étude.

DEUXIÈME PARTIE

DES VENTES ANNULABLES

Nous diviserons cette deuxième partie en trois chapitres. Dans le premier nous examinerons les causes de résiliation résultant du Code civil. Dans le deuxième nous étudierons les lois spéciales qui permettent la résiliation des ventes de chevaux dans certains cas limitativement et explicitement énoncés. Notre troisième chapitre sera consacré à la résiliation des ventes pour cause d'inexécution des diverses obligations imposées aux parties contractantes.

CHAPITRE PREMIER

« Il n'y a point de consentement valable, dit l'article 1109 du Code civil, si le consentement n'a été donné que par erreur ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol. »

La doctrine a dégagé de cet article ce qu'elle a appelé les trois vices du consentement : l'erreur, le dol et la violence ; et la partie contractante dont le consentement se trouve ainsi vicié peut s'adresser aux tribunaux pour demander l'annulation du contrat qu'elle a passé.

Le législateur a jugé à propos de définir le caractère de cette nullité dans l'article 1147 en disant que « la convention (ou plutôt le contrat) contractée par erreur, violence ou dol, n'est pas nulle de plein droit ; elle donne seulement lieu à une action en nullité ou en rescision... » et cet article renvoie aux articles subséquents en ce qui concerne l'action en nullité ou en rescision.

Des trois vices du consentement nous laisserons de côté la violence qui serait pour ainsi dire impossible à imaginer dans la matière que nous traitons ;

nous nous contenterons d'envisager l'erreur et le dol et de voir quelles peuvent en être la manifestation et les conséquences dans notre sujet.

DE L'ERREUR

L'erreur peut présenter divers degrés de gravité. Elle peut d'abord supprimer tout consentement à l'acte. Si je consens à la vente qui m'est faite d'un cheval alors que je crois que ce cheval m'est offert à titre gratuit, il y aura évidemment inexistence du contrat que j'ai passé puisque l'erreur portera sur la nature même de l'acte.

Mais l'erreur peut également porter sur l'identité de la chose, et dans ce cas on peut avec M. Planiol (1) distinguer trois degrés d'erreur : l'erreur radicale qui empêche la vente de se former ; l'erreur de gravité moyenne qui donne seulement à l'acheteur l'action en nullité ; l'erreur légère qui n'influe en rien sur le sort de la vente.

Nous étudierons en cet endroit l'erreur quelle que soit sa gravité, bien que l'erreur radicale trouve surtout sa place dans l'inexistence et la nullité absolue des actes qu'elle entache.

« L'erreur, dit Bigot de Préameneu dans son exposé des motifs du titre des contrats au Code civil français,

1. M. Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, tome I, n° 261.

doit, pour constituer une cause de nullité de la convention, tomber non sur une qualité accidentelle, mais sur la substance même de la chose qui en est l'objet. » C'est d'ailleurs l'opinion déjà émise par Pothier qui considérait comme entraînant la nullité des contrats l'erreur « portant sur les qualités de la chose que les contractants ont eues principalement en vue » et qui pour lui constitue « la substance de la chose » (1).

Nous allons donc examiner ce qui dans la matière des ventes de chevaux peut être considéré comme qualités substantielles et ce qui au contraire constitue les qualités accidentelles de l'animal vendu.

A. — *Nom.* — Le cheval généralement se désigne par un nom et parmi les personnes versées dans les choses chevalines à ce nom correspondra une histoire. Mais les divers stud books, qui jouent un peu dans l'espèce chevaline le rôle des registres de l'état civil dans l'espèce humaine, n'ayant qu'à enregistrer purement et simplement le nom sous lequel on déclare l'animal à sa naissance, il se présentera fréquemment des homonymies qui pourront jusqu'à un certain point donner lieu à des confusions. Si, croyant acheter un cheval d'une grande réputation, vainqueur d'épreuves classiques, j'achète en réalité un cheval de même nom, ayant eu une carrière sportive des

1. Pothier. *Traité des obligations*, n° 18.

plus obscures, et si quelques circonstances de fait ne rendent pas mon erreur trop grossière, nul doute qu'en présence du désaccord de ma volonté d'avec celle de mon vendeur, le tribunal ne résilie un lien contradictuel ainsi vicié, et l'erreur dans ce cas portera sur l'identité du cheval dont le nom est l'élément substantiel.

A vrai dire le cas ne s'est jamais présenté dans la pratique, tout acheteur d'un cheval inscrit au stud book ne se contentant pas du nom seul de ce cheval pour l'identifier. S'il le faisait toutefois et s'il poursuivait la nullité de la vente pour cause d'erreur, son vendeur — et nous supposons celui-ci de bonne foi — pourrait sans doute arguer pour faire repousser sa demande d'une excessive négligence.

Mais seuls les chevaux de pur sang anglais et de demi-sang normands ou anglo-arabes ainsi que les chevaux de quelques autres races sont en France susceptibles d'inscription aux divers stud books. Pour les autres le nom ne présente aucun caractère officiel et l'on ne peut concevoir d'erreur dans l'identité d'un cheval vendu après examen préalable de l'acheteur.

B. — *Origines.* — Les origines d'un cheval se prouvent par les papiers qui sont délivrés par l'administration des haras et qui établissent entre autres quels sont ses auteurs. L'acheteur aura donc une pièce officielle, indiquant de façon péremptoire

quelles sont les origines de l'animal qu'il achète. Mais à ces papiers auront pu être substitués d'autres papiers concernant d'autres chevaux ; ou encore ces papiers pourront être égarés, détruits par un cas de force majeure, et l'administration des haras peut se refuser à en délivrer un duplicata, c'est là un point que nous étudierons ultérieurement. Bornons-nous donc ici à envisager l'éventualité d'un cheval vendu sans papiers, sur la parole seule du vendeur qui le garantit issu de tel étalon et de telle poulinière. Quelle sera en ce cas la conséquence d'une pareille déclaration si une circonstance vient démontrer qu'elle est erronée ? A notre avis, l'acheteur ne pourrait se prévaloir de cette erreur pour faire résilier le contrat. L'animal vendu sans papiers ne peut en effet être utilisé ni au haras, ni sur champs de courses, les sociétés organisatrices se refusant désormais à laisser courir un cheval avant que les papiers en aient été déposés au secrétariat de la société d'encouragement ou de la société des steeple-chases, et un étalon d'origines inconnues ne pouvant avoir au point de vue de la reproduction qu'une valeur minime. L'acheteur dans ces conditions ne pourrait avoir acquis qu'un cheval de service, se proposant simplement de l'utiliser sous la selle ou à la voiture, et dès lors on comprend sans peine que l'erreur d'origines découverte quelque temps après la vente ne saurait avoir aucune influence sur la validité de celle-ci.

C. — *Signalement.* — Bien rares sont les erreurs pouvant provenir du signalement, l'acheteur examinant presque toujours l'animal avant de passer le contrat qui l'en rend propriétaire (1). L'erreur dans la désignation de la taille par exemple pourrait entraîner la résiliation de la vente s'il s'agissait d'un cheval vendu avec un autre cheval pour constituer une paire. Il en serait de même au cas d'un cheval de polo dont la taille excéderait la taille maxima autorisée pour ce jeu.

Une erreur dans la désignation de la robe pourrait sans doute entraîner également la résiliation de la vente si — ce n'est là qu'un exemple — l'animal vendu avait dû être destiné à être présenté à la commission des haras qui dans certains cas n'achète pas les chevaux de robe grise.

Que penser d'une erreur dans la détermination de l'âge ? L'achat d'un cheval effectivement plus âgé qu'on l'avait annoncé diminue, à n'en pas douter, la valeur commerciale du cheval. L'acheteur sera donc en droit d'intenter contre son vendeur une action en réduction du prix. Pour intenter l'action en résolution il faudrait que l'on se trouve en présence d'un cheval que son âge réel rendrait inutilisable,

1. L'erreur ne pourrait même se produire qu'au cas où il s'agirait de ce qu'on appelle une « vente de confiance », c'est-à-dire dans laquelle l'acheteur ne contracte que sur des renseignements fournis par le vendeur et sans avoir visité l'animal faisant l'objet du contrat.

comme un cheval non qualifié dans toute une série d'épreuves sportives auxquelles l'acheteur comme le vendeur l'avaient destiné.

D. — *Conditions spéciales déterminantes de l'achat.*
— L'erreur peut également porter sur certaines qualités que l'acheteur a eues principalement en vue lors du contrat et en l'absence desquelles il n'aurait pas contracté.

Des nombreux exemples que l'on peut imaginer citons d'abord celui-ci qui est vraiment caractéristique : En 1905 le tribunal civil de Roanne avait à juger la question suivante : le demandeur, ayant acheté un cheval comme hongre, s'était, quelque temps après la livraison, aperçu que le cheval n'était que cryptorchide et demandait la résiliation de la vente avec toutes les conséquences de droit. Et le tribunal rendit un jugement longuement motivé accueillant complètement la prétention du demandeur :

« Attendu qu'il est établi que X... avait l'intention
« d'acheter un cheval hongre

« Attendu dès lors que le consentement donné
« par X... à Y... pour la validité du contrat repose
« sur une erreur qui vicie radicalement le contrat ;
« qu'en effet la cryptorchidie, ainsi que l'indique son
« nom, est un vice caché qui rend l'animal dangereux,
« et que l'opération est difficile, grave et aléatoire ;

« d'ailleurs il est dit ci-dessus que l'acheteur a cru
« acquérir un cheval hongre (1)... »

Une solution de jurisprudence contraire nous est
fournie par le tribunal de commerce de Vannes, en
1905 également :

«... Attendu... que la cryptorchidie... ne constitue
« ni un vice rédhibitoire ni un vice caché ; et que
« dès lors elle ne peut, sauf conventions contraires,
« motiver la résiliation d'une vente...

« Attendu que J... (l'acheteur) déclare qu'en ache-
« tant un cheval cryptorchide il commettait une
« erreur sur la substance ;

« Mais attendu que l'erreur qu'aurait commise J...
« n'est nullement substantielle en l'espèce ;

« Attendu en effet qu'il résulte de la déposition
« du seul témoin du marché... que J... cherchait
« seulement un cheval pas méchant et pouvant s'at-
« teler à deux...

« Par ces motifs : déboute J... de sa demande (2). »

Si l'on fait les réserves que semblent comporter
certains points de la thèse du tribunal de commerce
de Vannes, tels que celui-ci : « la cryptorchidie du
« cheval ne constitue pas un vice caché » ou encore :
« la cryptorchidie du cheval ne constitue pas davan-
« tage une erreur sur la substance entachant la vente
« de nullité », on peut parfaitement concilier les

1. Roanne, 5 janvier 1905. *Lois et Sports*, décembre 1905, p. 84.

2. Vannes, 4 juillet 1905. *Lois et Sports*, décembre 1905, p. 85.

deux théories, à première vue contradictoires, des tribunaux de Roanne et de Vannes. Dans le premier cas en effet le demandeur avait acheté un cheval qui lui avait été vendu comme étant un cheval hongre. Dans le second cas au contraire il avait bien cru acheter un cheval hongre, mais celui qui lui avait été vendu ne l'avait été que comme cheval non méchant. D'où cette distinction que l'erreur, pour entraîner la résiliation de la vente, ne doit pas porter seulement sur une qualité que l'acheteur avait eue en vue lors du contrat, même si cette qualité avait été la cause déterminante de l'achat, mais sur une qualité qui avait été en quelque sorte stipulée d'un commun accord exprès ou tacite lors de la vente entre l'acheteur et le vendeur. Et cette théorie, si elle n'est point sans points faibles au point de vue juridique, nous paraît la seule applicable pratiquement en raison de la presque impossibilité où se trouve l'acheteur d'établir péremptoirement quelle fut la qualité qu'il estimait essentielle, puisqu'il s'agit là d'un acte interne de réflexion qui échappe par ce fait seul à toute démonstration matérielle.

L'on peut appliquer cette théorie à l'espèce suivante, imaginée de toutes pièces, mais parfaitement vraisemblable et susceptible de se réaliser un jour ou l'autre : Prenons un cheval acheté dans le commerce par un officier en vue de le faire courir dans des militarys, épreuves où ne peuvent être qualifiés

que les chevaux n'ayant jamais gagné de courses d'obstacles ordinaires (la carrière des chevaux en courses plates, quelque brillante qu'elle ait été, étant indifférente pour la qualification). Et supposons que contrairement à ce que pensaient de très bonne foi les parties contractantes, on s'aperçoive postérieurement à la vente que le cheval avait — il y a longtemps — remporté une ou plusieurs victoires en courses d'obstacles civiles. L'animal ne pourra donc plus disputer de militarys; il ne sera plus tel que l'avait supposé son acheteur, et celui-ci ne l'aurait certainement jamais acquis s'il avait connu la situation exacte. Il y a donc erreur, non pas sur la substance, mais sur une des qualités du cheval que l'intention des parties peut faire considérer comme essentielle. Ce sera là une question d'appréciation pour les tribunaux qui, s'ils appliquent les principes exposés ci-dessus, accorderont au demandeur la résiliation de la vente s'il justifie avoir demandé à son vendeur un cheval « qualifié pour militarys » ou, ce qui revient au même, un cheval remplissant chacune des conditions exigées pour l'engagement valable dans ces sortes d'épreuves. Ils la refuseront au contraire si l'acheteur ne peut apporter cette justification, car il sera censé avoir négligé d'avertir son vendeur de l'emploi auquel il destinait le cheval, et devra seul supporter les conséquences d'une erreur qui n'est imputable qu'à lui seul.

DU DOL

La doctrine distingue, on le sait, deux variétés de dol : le dol principal sans lequel la partie qui en est victime n'aurait jamais contracté, et le dol incident sans lequel elle aurait contracté, mais à des conditions moins onéreuses. Mais cette distinction, si elle est nécessaire dans l'étude des questions juridiques, voit son importance diminuer notablement dans la pratique, toujours parce que les tribunaux, pour apprécier les conséquences du dol dont l'acheteur aura été victime, devront, et pourront difficilement le faire, remonter à l'intention première de l'acheteur. Et en réalité les conséquences d'un dol seront simplement en raison directe de son importance.

Dans le commerce des chevaux plus que dans tout autre, les manœuvres et machinations destinées à tromper l'acheteur — ce qui constitue la définition même du mot « dol » — se rencontrent à chaque instant.

« Le commerce des chevaux, dit M. Troplong, « n'est que l'art du mensonge et de la fraude mis en « pratique, et les personnes des divers états qui s'en « mêlent n'ont aucune honte à rivaliser avec les maqui-
« gnons de profession pour induire en erreur l'ache-
« teur moins rusé qu'elles » (tome II, n° 550).

Nous laisserons à l'éminent jurisconsulte la res-

ponsabilité d'une opinion aussi défavorable. S'il y a, et certes il y a, des marchands de chevaux, professionnels ou non, qui procèdent toujours avec la plus grande correction ; il y a également dans cette partie des commerçants dont l'honorabilité peut sembler suspecte, et c'est sans doute dans cette dernière catégorie que M. Troplong a rencontré des exemples dont il a fait une règle. Toutefois il faut convenir que l'examen des rôles de greffes ne nous présente que trop fréquemment des cas de litiges où le demandeur se plaint de la fraude de son vendeur.

C'est que les procédés employés par certains vendeurs indéliçats pour déterminer un acheteur à contracter sont innombrables. Notre intention n'est certes pas de les énumérer ici ; mais nous constaterons néanmoins que de la teinture complète au simple enrènement, toute une gamme de manœuvres professionnelles est employée pour donner de la valeur à ce qui n'en a pas.

Où commence le dol, où commencent le dol principal et le dol incident ; quels sont au contraire les artifices ne dépassant pas les limites du licite ? Ce sont là des questions délicates sur lesquelles la jurisprudence a souvent varié, tant d'une époque à une autre époque que d'un tribunal à un autre tribunal. Et d'ailleurs comment en serait-il autrement lorsque les juges se trouvent avoir à apprécier sinon une question de morale, tout au moins une question de

fait comportant un ensemble de circonstances des plus variables suivant la gravité de la manœuvre elle-même et la plus grande habileté technique des parties contractantes.

Nous croyons cependant pouvoir dégager une théorie commune à tous les tribunaux, les divergences entre ceux-ci ne résultant que de l'appréciation différente des circonstances de fait. Il n'y aura pas dol toutes les fois que le vendeur n'aura employé que des moyens naturels pour dissimuler une imperfection de l'animal vendu, toutes les fois par exemple qu'il aura procédé à la tonte ou au flambage de certaines parties des membres dans le but d'atténuer la visibilité d'une tare ou la défectuosité d'un tendon, toutes les fois qu'il aura présenté à l'amateur sur un terrain en pente un cheval manquant d'élévation dans l'avant-main ou l'arrière-main, ou encore qu'il aura par un dressage habile déterminé une beauté d'allures du cheval que celui-ci ne conservera pas chez son nouveau propriétaire. On ne peut en effet reprocher à un commerçant de « parer » la marchandise qu'il offre au public et celui-ci doit être suffisamment averti pour discerner d'un aspect séduisant ce qu'il peut y avoir d'éphémère ou au contraire ce qu'il peut y avoir de durable.

Il y aura dol au contraire si les procédés employés sont des procédés artificiels, des manœuvres contre nature destinées à déterminer la vente. Et divers

jugements ont considéré comme tels l'introduction du gingembre mâché dans le rectum de l'animal, le limage des dents, l'emploi de la gutta-percha pour masquer une seime (1), une paroi dérobée ou une fourmilière, le maquillage (2), l'enivrement au moment de la présentation (3), etc...

Un autre élément d'appréciation est évidemment l'emploi auquel l'acheteur destine son acquisition. A un cheval de labour on ne demandera pas les mêmes beautés d'allures qu'à un cheval de luxe, et certaines supercheries pouvant entraîner la résiliation de la vente de celui-ci n'entraîneront pas la résiliation de la vente de celui-là.

Le prix de vente sera également un facteur de détermination, et la conduite du vendeur sera jugée d'autant plus sévèrement que le prix de vente aura été plus élevé. Les tribunaux en un mot auront à envisager les différentes conditions dans lesquelles le contrat aura été conclu, et pourront, suivant la gravité des cas, résilier la vente avec toutes les conséquences du droit, condamner le vendeur à la restitution d'une partie du prix versé tout en maintenant

1. Tribunal commerce Lyon, 14 mars 1893. *Moniteur judic.*, Lyon, 1^{er} juin 1893. *Recueil arrêts*, Lyon, 1893.2.62.

2. Tribunal commerce Lyon cité par Rey. *Jurisprud. vétérinaire* p. 198.

3. Cour de Caen, 6 novembre 1872, *Recueil de médecine vétérinaire*, 1873, p. 500.

la vente en elle-même, ou enfin déclarer que le dol n'a pas été suffisamment grave pour entraîner la résiliation de la vente ou une réduction de son prix.

Nous retrouverons plus loin, en nous occupant des effets de la clause de non, garantie insérée dans les contrats de vente de chevaux, une théorie entièrement due à la jurisprudence et qui a pour but de restreindre dans une certaine mesure la portée d'application de cette clause. Qu'il nous suffise de dire ici que les tribunaux ont senti le besoin de remédier aux conséquences de cette stipulation de non-garantie, devenue de style dans un grand nombre de cas par une théorie fort ingénieuse basée sur l'idée de dol. Nous renvoyons à cette étude ultérieure pour l'exposé complet de la question.

CHAPITRE II

Des lois spéciales

Le Code civil dans son article 1641 pose les principes d'une théorie générale des vices rédhibitoires.

« Le vendeur est tenu de la garantie à raison des défauts cachés de la chose vendue qui la rendent impropre à l'usage auquel on la destine ou qui diminuent tellement cet usage que l'acheteur ne l'aurait pas acquise, ou qu'il n'en aurait donné qu'un moindre prix s'il les avait connus. »

Le législateur de 1805 avait ainsi pensé que, dans l'impossibilité d'entrer dans tous les détails de l'action rédhibitoire, il suffisait d'indiquer aux tribunaux la direction générale vers laquelle ils devaient orienter leur jurisprudence, et c'est ce système qui a continué à fonctionner et fonctionne encore de nos jours pour tout ce qui n'est pas la vente des animaux domestiques. Mais les procès concernant ces animaux domestiques, et principalement les chevaux, ne tardèrent pas à se faire si fréquents, les espèces soumises aux tribunaux devinrent si nombreuses, les juris-

prudences suivant en cela les usages locaux devinrent si différentes et si souvent contradictoires (1), qu'on sentit la nécessité d'une loi spéciale précisant les causes et déterminant les conditions d'exercice de l'action résultant de l'article 1644.

« Cette loi », dit M. Lherbette, rapporteur de la loi à la Chambre des députés, « n'est rédigée ni contre les vendeurs, ni contre les acheteurs, ni contre les éleveurs, ni contre les marchands ; elle l'est dans l'intérêt général de la Société. Elle a pour but de faire cesser les contradictions de la jurisprudence, d'établir une nomenclature à la place des généralités de l'article 1644 ; d'offrir des règles au juge, de lever l'incertitude dans les marchés, d'y faire cesser la fraude, de faire régner la bonne foi et la probité dans un commerce d'où elles semblent trop souvent bannies, où l'on se fait trop souvent un jeu de la ruse et de la supercherie (2). »

1. Il serait difficile et d'ailleurs peu nécessaire de donner ici l'énumération des diverses coutumes appliquées dans les différentes contrées. Quelques exemples suffiront à montrer combien était utile une réglementation uniforme concernant la vente des animaux domestiques en général et la vente des chevaux en particulier. En Normandie étaient rédhitoires la morve, la pousse et les courbatures. A Cambrai seules la pousse et la morve étaient considérées comme telles, avec pour intenter l'action un délai de trente jours. A Douai on joignait à cette énumération le cas du cheval « rebous » et « felle de la dent » (c'est-à-dire ayant l'habitude de mordre) et l'action se prescrivait par 40 jours... etc...

2. *Moniteur universel*, 25 avril 1837.

Après quelques hésitations et de nombreuses discussions parlementaires, le 20 mai 1838 était promulguée la première des lois concernant les vices rédhibitoires. Dans son article 1^{er} elle donnait une énumération limitative des cas « donnant ouverture à « l'action résultant de l'article 1641 du Code civil ». Ces cas étaient, pour l'espèce chevaline (cheval, âne, et mulet): la fluxion périodique des yeux, l'épilepsie ou mal caduc, la morve, le farcin, les maladies anciennes de poitrines ou vieilles courbatures, l'immobilité, la pousse, le cornage chronique, le tic sans usure des dents, les hernies inguinales intermittentes, la boiterie intermittente pour cause de vieux mal.

Du délai. — L'action résultant de l'article 1641 du Code civil se prescrit par dix ans, ce qui constitue le terme du droit commun. Ce délai était d'une durée beaucoup trop longue en matière de vente d'animaux domestiques, et le législateur de 1838 a pensé avec juste raison qu'il n'y avait pas lieu de laisser le vendeur aussi longtemps sous la menace d'une action judiciaire. Les tares et les vices peuvent en effet se déclarer chez le cheval postérieurement à la vente, et bien difficile serait au bout d'un certain laps de temps la preuve de l'intégrité de l'animal au moment du contrat. De plus l'acheteur qui aura lieu d'exercer son action en résolution de vente s'apercevra pour ainsi dire toujours de l'existence d'une tare cachée dès les premiers jours de la livraison. D'où deux

délais impartis à l'acheteur pour commencer ses poursuites: trente jours dans les cas de fluxion périodique des yeux et d'épilepsie ou mal caduc, neuf jours dans les autres cas. La fluxion périodique des yeux, ainsi que l'épilepsie ou mal caduc, présentant par définition même des manifestations morbides périodiques, il y avait lieu de prolonger le délai jusqu'à l'expiration de la période maxima de répétition des symptômes, au contraire des autres vices rédhibitoires, y compris même les hernies inguinales et la boiterie pour cause de vieux mal, dont les symptômes réapparaissent au bout d'une période moins longue (article 3).

Du mode d'exercice de l'action en résiliation. — En présence d'une prescription aussi courte de l'action en résiliation il importait de permettre à l'acheteur d'agir par un procédé plus rapide que celui du droit commun. L'article 5 de la loi institue une procédure spéciale et dispense l'action en résiliation des préliminaires habituels de conciliation. L'acheteur devait simplement, dans les délais que nous avons vus, présenter au juge de paix du canton où se trouvait l'animal une requête afin de commission d'experts chargés d'examiner le cheval objet du litige. Le juge de paix rendait une ordonnance commettant un ou trois experts suivant l'exigence des cas. Les praticiens ayant procédé à leurs opérations d'expertise déposaient alors leur rapport et à partir de ce dépôt

l'instance s'engageait sans préliminaires de conciliation dans les termes du droit commun, le chiffre de la demande, la qualité et le domicile du défendeur déterminant la juridiction et le tribunal compétents. Néanmoins au cas où l'affaire était portée devant le tribunal d'arrondissement, elle était toujours jugée en matière sommaire, quelle que soit la valeur du cheval dont s'agissait (articles 5 et 6).

Il pouvait se faire que pendant la durée des délais impartis par l'article 3 le cheval soit venu à mourir. Si l'acheteur avait sujet de croire que la maladie ayant entraîné la mort était une des maladies énumérées à l'article 1^{er} de la loi — cas assez rare d'ailleurs — il pouvait, dans les mêmes conditions que ci-dessus, provoquer la nomination d'experts chargés de procéder à l'examen et au besoin à l'autopsie du cadavre, et de déterminer quelles avaient été les causes de la mort. L'acheteur avait alors la possibilité de demander la résolution de la vente à lui consentie, et, s'il triomphait dans son action, il recouvrait le prix par lui versé sans être tenu à autre chose qu'à la remise du corps de l'animal, à moins d'impossibilité matérielle bien entendu, en raison du caractère rétractif de la résiliation et de la règle : « Res perit domino » (article 7).

En cas de morve et de farcin le vendeur avait à sa disposition une exception lui permettant de paralyser la demande en résiliation, et par conséquent

d'être exonéré de toute garantie concernant ces vices, s'il établissait que postérieurement à la livraison du cheval, celui-ci avait été mis en contact avec d'autres animaux atteints de la maladie (article 8). Cette disposition se justifie pleinement par le caractère contagieux de ces atteintes qui rend plus plausible que l'hypothèse contraire celle d'une contamination postérieure à la tradition.

De l'action quanti minoris. — L'article 1644 du Code civil permet à l'acheteur d'une chose dépréciée par des vices cachés, soit de faire résilier la vente dans les conditions fixées par l'article 1644 du même Code, soit d'actionner son vendeur en restitution d'une partie du prix, tout en laissant subsister la vente en elle-même.

La législation de 1838 a pensé que cette arme à double tranchant pouvait être dangereuse. Laisser en effet à l'acheteur le choix de l'une ou de l'autre de ces actions, n'était-ce pas lui donner un moyen d'exercer une contrainte morale sur son vendeur et d'obliger celui-ci par la menace d'un procès à consentir une remise directe du prix parfois abusive ? N'était-ce pas au surplus une porte de sortie ouverte à l'acheteur qui aurait laissé expirer les délais de neuf ou trente jours pour intenter son action ? Et afin que l'article 1644 ne servît pas à éluder les nouvelles dispositions législatives, l'article 2 de la loi de 1838 avait simplement interdit, en cas de vices rédhibi-

toires, l'exercice de l'action *quantum minoris* en recouvrement d'une partie du prix acquitté par l'acheteur. Cette disposition était, on peut le remarquer, la seule qui ait été rédigée dans un but de protection à l'égard du vendeur, dans l'hypothèse toujours possible où l'acheteur ayant parfaitement remarqué avant la vente l'existence du vice aurait néanmoins contracté avec l'intention d'exercer postérieurement un véritable chantage contre la partie adverse.

Telle est, succinctement indiquée et commentée l'économie générale de la loi du 20 mai 1838. Somme toute, rien n'était innové au point de vue juridique, on s'était borné à donner aux particuliers une liste officielle des vices rédhibitoires ainsi qu'une procédure spéciale permettant à l'acheteur d'obtenir la réparation du préjudice subi par lui. Cette loi, dont l'idée dominante semble bien avoir été la clarté et la simplicité du texte, avait été étudiée et préparée par M. Lherbette, son rapporteur à la Chambre, qui avait apporté à la tribune les opinions des jurisconsultes et des techniciens. Aussi le parlement vota-t-il sans grandes modifications le projet tel qu'il lui avait été soumis (1). Désormais en possession d'un texte

1. Divers amendements avaient été écartés, tels que celui de M. Lespinasse relatif aux paires de chevaux dont l'un était sain et net alors que l'autre ne l'était pas ; M. Lherbette avait en effet démontré à ses collègues que dans ce cas les principes généraux du droit conduisaient à la solution même que proposait l'auteur de l'amendement, c'est-à-dire la résolution de la vente.

législatif précis, la jurisprudence s'uniformisa partout, ne laissant plus guère de place à l'influence des coutumes locales si diverses et parfois aussi si barbares. Cette loi était sans contestation possible un grand pas dans le sens de la perfection, mais de cette perfection elle était loin encore.

A la longue des critiques s'élevèrent ; les conseils généraux et les sociétés de médecine vétérinaire émirent le vœu que la loi de 1838 fût révisée conformément aux progrès de la science. Certains vices en effet, tels que la hernie inguinale intermittente, l'épilepsie et les vieilles courbatures, étaient vraiment d'une constatation trop difficile pour les experts, et d'autre part pouvaient facilement être simulés par l'acheteur peu scrupuleux et désireux de faire annuler une vente désavantageuse.

Parmi les détracteurs de la loi de 1838 les uns auraient voulu qu'on la supprimât complètement, que les parties contractantes fussent libres de stipuler toutes les conventions qu'elles jugeraient utiles à leur protection et que seules ces conventions fassent la loi entre elles (système qui fut toujours appliqué en Angleterre). Les autres au contraire proposaient la réforme de la loi dans un sens que les progrès de la médecine vétérinaire et l'expérience des dernières années aurait indiqué, mais se montraient partisans d'une loi spéciale régissant la matière. Ce fut l'avis de ces derniers qui prévalut au

parlement. En 1858 le gouvernement impérial de manda à la Société centrale de médecine vétérinaire de lui adresser un rapport sur la question ; en 1868 un projet de loi fut soumis aux Chambres, mais l'opposition d'abord, les événements de 1870 ensuite, firent traîner les choses en longueur, la marche des travaux législatifs se trouva arrêtée et ce ne fut que beaucoup plus tard que l'idée en fut reprise. Elle le fut en 1876 lorsque fut discuté le projet de Code rural dont l'initiative avait appartenu à M. Ladoucette (Chambre des députés) et à M. Labiche (Sénat). La revision de la loi de 1838 fut reprise, discutée, modifiée et remaniée pour aboutir à la loi promulguée le 2 août 1884.

Voyons quelles étaient les innovations apportées par ce nouveau texte législatif. Tout d'abord l'énumération limitative de l'article 1^{er} se trouvait modifiée : au mot « pousse » employé dans le texte de 1838 et qui ne signifiait pas grand'chose, étant plutôt un symptôme pathologique commun à plusieurs affections d'origines différentes, était substitué le terme beaucoup plus scientifique d'« emphysème pulmonaire » ; — l'« épilepsie ou mal caduc » était supprimée comme ne présentant que des phénomènes morbides de très courte durée (cinq à vingt minutes environ) et d'autant plus difficile à constater pour l'expert que le cheval reprend ensuite et presque aussitôt son attitude normale ; — supprimées égale-

ment les « maladies anciennes de poitrine et vieilles courbatures » dont l'emphysème pulmonaire n'était jusqu'à un certain point qu'une simple espèce ; — modifiée la « boiterie intermittente pour cause de vieux mal » devenue la « boiterie ancienne intermittente », expression à la fois plus scientifique et plus précise ; — supprimée enfin la « hernie inguinale intermittente », cas fort rare et de constatation difficile. Quant au « tic sans usure des dents », il devenait le « tic proprement dit avec ou sans usure de dents », et nous allons indiquer la raison de cette dernière modification.

Le principe directeur qui avait présidé à l'élaboration de la loi de 1838 était que le vice, pour entraîner la résolution de la vente, devait être un vice caché, de l'existence duquel l'acheteur ne pouvait s'apercevoir au moment du contrat. Or seul le tic sans usure des dents présentait ce caractère, à la différence du tic avec usure qui, lui, se manifestait par un signe extérieur palpable. Mais souvent l'usure des dents était peu visible, principalement lorsque l'habitude du tiquage était peu ancienne chez le cheval, et d'autre part le vendeur avait soin au moment de la livraison de donner aux incisives du cheval un léger coup de lime qui le mettait à l'abri de toutes réclamations postérieures à raison du tic sans usure des dents. Dans le but d'éviter ces fraudes, le Conseil d'État proposa de réputer vice rédhibitoire le « tic avec ou sans usure des dents ». Des personnalités

compétentes firent alors observer avec juste raison que cette expression englobait toutes sortes d'habitudes vicieuses, telles que le « tic de l'Ours », le tic de manger de la terre, de lécher les murs... etc... et M. Labiche, rapporteur de la loi au Sénat, proposa finalement — expression qui fut adoptée — de remplacer dans l'énumération le « tic sans usure des dents » par le « tic proprement dit avec ou sans usure des dents ».

D'autres modifications étaient en outre apportées à la rédaction de 1838. L'article 1^{er} de la loi de 1884 sanctionnait un principe déjà admis par la jurisprudence : celui de dommages-intérêts possibles, indépendamment de la résiliation, dans le cas où le vendeur aurait employé des procédés dolosifs pour dissimuler le vice rédhibitoire.

L'article 4 introduisait une disposition nouvelle en refusant l'action résolutoire dans le cas où le prix de vente ne dépasse pas cent francs, l'acheteur ne pouvant vraiment pas penser acquérir pour un prix aussi minime un cheval dépourvu de défauts, et d'autre part les frais d'expertise et d'instance devenant en ce cas hors de proportion avec la valeur réelle de l'animal vendu.

Nous avons vu quelle était la procédure réglée par la loi de 1838. La nouvelle loi la laissait subsister dans son ensemble, la simplifiant même encore en permettant à l'acheteur de présenter verbalement sa

requête au juge de paix du canton où se trouve l'animal. De plus la loi de 1838 n'avait pas défini le rôle du ou des experts ; la loi de 1884, tout en laissant au juge de paix la possibilité d'adapter aux circonstances les termes de la commission, réglait dans ses grandes lignes la façon dont il devait être procédé à l'expertise. « Les experts vérifieront l'état de l'animal, recueilleront tous les renseignements utiles, donneront leur avis, et à la fin de leur procès-verbal affirmeront par serment la sincérité de leurs opérations » (article 7). D'où ces deux conséquences : *a)* que les experts ne devront pas se borner à l'examen vétérinaire de l'animal objet du litige, mais devront encore rechercher toutes les circonstances de la vente en donnant leur appréciation personnelle ; *b)* que la prestation du serment, telle qu'elle est réglée par tous les articles 305 et 307 du Code de procédure civile, se trouve remplacée par la formalité simplifiée du serment écrit en fin du rapport d'expertise.

Enfin le législateur était revenu sur l'interdiction faite à l'acheteur par la loi de 1838 d'exercer l'action en réduction de prix prévue par le Code civil. On avait reconnu par expérience que si cette action pouvait présenter les inconvénients que nous avons signalés, elle offrait également des avantages incontestables auxquels il était fâcheux de renoncer par avance. L'article 3 de la loi de 1884 s'exprime en ces

termes : « L'action en réduction de prix, autorisée
« par l'article 1644 du Code civil, ne pourra être exer-
« cée dans les ventes et échanges d'animaux énon-
« cés à l'article précédent, lorsque le vendeur offrira
« de reprendre l'animal vendu en remboursant à
« l'acquéreur les frais occasionnés par la vente. »

Le résultat qu'on avait visé en 1838 se trouvait donc ainsi obtenu sans lésions des intérêts de personne. L'offre de reprendre l'animal vendu et de rembourser les frais occasionnés par la vente devait satisfaire l'acheteur honnête qui prétendait avoir à se plaindre de son acquisition. Quant au vendeur on lui donnait un moyen immédiat d'arrêter un procès dont la publicité pouvait atteindre sa réputation de commerçant ou de particulier. Il pouvait de son propre chef et sans formalité judiciaire résilier le contrat qu'il avait passé. Aucun scandale n'était donc à craindre, aucuns frais de justice à redouter. A l'abri de toute contrainte morale il avait le choix de la situation : ou d'offrir la résiliation amiable de la vente, et cette offre paralysait l'action *quantum minoris* de l'acheteur ; ou de défendre à l'instance qui allait être introduite contre lui, et alors il agissait librement en toute connaissance de cause.

Telles sont dans leur ensemble les innovations et modifications apportées à la loi de 1838 par la loi de 1884 qui se substituait à elle. L'ancienne loi avait

besoin d'être complétée, d'être mise au niveau du progrès, mais on se trouvait toujours en présence d'une loi simple, précise, dont l'application échappait aux incertitudes. Divers amendements avaient été proposés, mais écartés comme compliquant sans grand profit le texte de la loi. L'un d'eux tendait à introduire, dans l'énumération de l'article 2, deux vices rédhibitoires nouveaux : la « rétivité » et la « méchanceté ». Le législateur a agi sagement en ne cédant pas à la pression qui avait été faite dans ce sens. La rétivité comme la méchanceté ne sont pas en effet des maladies pathologiques ; ce ne sont que des vices moraux dont l'origine est presque impossible à établir et qui peuvent se développer en quelques jours chez un cheval brutalisé. L'acheteur peu consciencieux aurait donc eu un moyen de se soustraire aux conséquences d'une vente reconnue désavantageuse, et les mauvais traitements qu'il aurait fait subir à son cheval auraient très probablement suffi pour faire naître chez lui une méchanceté ou une rétivité suffisante pour constituer des cas de rédhibition.

Nous avons parlé plus haut, à propos des nullités de droit, de la loi du 21 juillet 1881 et nous avons vu que parmi les maladies contagieuses entraînant la nullité de la vente, figuraient la morve et le farcin. La coexistence de la loi de 1881 avec celle du 2 août 1884 amenait donc ce résultat fâcheux que l'acheteur d'un cheval atteint d'une de ces deux affections se

trouvait avoir à sa disposition deux actions différentes : l'une, celle de la loi de 1884, se prescrivant par 9 jours ; l'autre, celle de la loi de 1881, se prescrivant par 45 jours (1). Le but de la loi de 1884 se trouvait donc manqué dans ces deux cas pour lesquels deux lois distinctes prescrivaient deux nullités différentes avec des conséquences qui n'étaient plus les mêmes. Une pareille anomalie n'avait pas, chose extraordinaire, frappé le législateur de 1884, et ce n'est qu'après la promulgation de la loi qu'on se rendit compte de ce qu'avait de choquant cette situation. Malgré tout, la lenteur des travaux législatifs ne permit pas

1. C'est du moins ainsi que se présentaient les choses dans la pratique. En droit pur le conflit des deux lois n'était pas à craindre. La loi de 1881 frappe en effet de nullité radicale la vente consentie au mépris de ses injonctions, et elle la frappe *ab initio*. En sorte qu'il aurait dû y avoir impossibilité à ce qu'un acheteur pût demander la résiliation d'un contrat qui à aucun moment n'a été susceptible de produire d'effets. Le rôle du tribunal aurait été dans ce cas d'invoquer d'office la nullité de l'acte, et ce faisant de rejeter la prétention du demandeur.

Mais en réalité la théorie de la doctrine n'est pas celle de la jurisprudence. L'arrêt déjà cité de la Cour de Bordeaux, arrêt confirmé par la Cour de Cassation, se refuse à admettre l'existence de nullités de plein droit. Tout, dit-il, doit aboutir à une action en nullité, et le tribunal ne peut statuer que sur les conclusions des parties. C'est ainsi que la nullité résultant de la loi de 1881 devant, pour être prononcée, être invoquée par l'intéressé, le demandeur avait bien à sa disposition les deux actions ci-dessus, ce qui constituait une solution regrettable à laquelle on a remédié avec juste raison.

d'apporter immédiatement le remède nécessaire, et ce n'est que le 31 juillet 1895, soit onze ans après la publication de la seconde des deux lois contradictoires, que paraissait au *Journal Officiel* une loi très courte, supprimant le farcin et la morve de l'énumération des vices rédhibitoires, et donnant de ceux-ci une nouvelle nomenclature, définitive celle-là, savoir : « l'immobilité, l'emphysème pulmonaire, le « tic proprement dit avec ou sans usure des dents, « les boiteries intermittentes (1) et la fluxion périodique des yeux. »

Une dernière loi enfin est venue modifier quelque peu le régime des vices rédhibitoires : il s'agit de la loi du 12 juillet 1905 qui a étendu les attributions des juges de paix et qui dans son article 6 s'exprime en ces termes : « Les juges de paix connaissent encore sans appel jusqu'à la valeur de trois cents francs, et à charge d'appel à quelque valeur que la demande puisse s'élever...

« 4° De toutes les demandes relatives aux vices rédhibitoires dans les cas prévus par la loi du 2 août 1884, soit que les animaux qui en sont l'objet aient été vendus, soit qu'ils aient été échangés, soit qu'ils aient été acquis par tout autre mode de transmission. »

Nous venons d'indiquer quel avait été le dévelop-

1. La loi de 1884 disait : « Les boiteries anciennes intermittentes ».

pement historique de la législation actuellement en vigueur concernant l'action en résiliation des ventes de chevaux. Nous avons indiqué, tout en les résumant le plus possible, quelles étaient les diverses dispositions des textes législatifs régissant la matière. Mais notre étude serait à peine effleurée si, revenant sur nos pas, nous n'examinions en détail les principes introduits par le législateur dans la loi telle qu'elle est applicable à l'heure actuelle.

Exercice de l'action rédhibitoire. — Trois conditions doivent se trouver réunies pour permettre à l'acheteur d'exercer son action :

a). Tout d'abord il faut que la demande soit basée sur l'existence chez l'animal d'un des vices prévus par la loi. L'énumération de l'article 2 a en effet un caractère strictement limitatif, et les vices qui y sont énumérés sont les seuls qui permettent d'obtenir la résiliation de la vente en suivant les formes de procédure déterminées par les articles subséquents. Une question s'est posée de savoir ce qu'il adviendrait au cas où le vendeur aurait garanti un ou plusieurs vices non compris dans cette énumération. Une semblable convention serait-elle une extension de la loi de 1884 à des cas non prévus par elle ? ne donnerait-elle au contraire à l'acheteur ouverture qu'à une action en garantie s'exerçant dans les termes du droit commun ? L'une comme l'autre de ces deux théories ont été soutenues par des personnalités également autorisées,

parmi lesquelles les magistrats chargés d'appliquer la loi. S'il nous fallait conclure dans cette contradiction de la doctrine aussi bien que de la jurisprudence nous n'hésiterions pas à nous ranger parmi les adversaires de l'extension de la nomenclature. Le droit commun en effet permet à l'acheteur d'obtenir satisfaction en s'appuyant sur l'article 1641 du Code civil ; par exception le législateur a, en toute connaissance de cause, institué une loi spéciale dans le but de simplifier et surtout d'accélérer l'exercice de cette action dans un certain nombre de cas précis et strictement énumérés ; pourquoi dès lors serait-il permis à des particuliers d'augmenter à leur gré cette énumération et d'appliquer à des cas non prévus par la loi le bénéfice de dispositions que le législateur a expressément réservé aux cas par lui déterminés ?

b). Il faut en second lieu que la valeur du cheval vendu soit supérieure à 100 francs. Au-dessous de ce chiffre toute action en résiliation deviendrait une pure affaire de chicane et la loi de 1884 n'a entendu donner d'action qu'aux plaideurs sérieux. Néanmoins on a toujours admis la validité d'une stipulation permettant à l'acheteur d'exercer son action bien que le prix d'achat soit inférieur ou égal à 100 francs. On a en effet voulu laisser aux parties la liberté de passer entre elles toutes conventions qui ne soient pas contraires à l'ordre public, et on a cherché aussi à éviter la supercherie qui consisterait en la majo-

ration fictive du prix afin d'élever celui-ci au-dessus du taux fixé par la loi.

c). Il faut enfin que l'acheteur se trouve encore dans les délais qui lui sont impartis. Quels sont ces délais? Nous l'avons déjà vu : trente jours dans le cas de fluxion périodique des yeux, neuf jours dans tous les autres cas.

L'instance se divisera en deux phases distinctes : l'une, la phase préparatoire en vue de l'expertise qui se terminera par le dépôt au greffe que feront les experts de leur rapport ; — l'autre, la phase d'instance proprement dite qui se déroulera devant la justice de paix du domicile du défendeur et qui prendra fin lors du jugement statuant sur la demande.

A. — *Phase préparatoire à fin d'expertise.* — Quel sera le point de départ du délai ? En l'absence d'indications précises données par la loi sur ce point, deux systèmes ont été proposés. Un premier système, aujourd'hui abandonné, ou à peu près, place le point de départ de ce délai *au jour de la livraison*. Un second système au contraire le fait partir *du jour fixé pour la livraison*. C'est à ce dernier que nous n'hésiterons pas à nous rallier, les intentions des parties contractantes devant entrer en ligne de compte bien plutôt que le fait matériel de la tradition. Tel n'était pas d'ailleurs l'avis des rédacteurs de la loi de 1838. Dans le rapport qu'il présentait à la Chambre des

députés, M. Lherbette s'exprimait en ces termes :

« C'est une question controversée dans notre droit
« que celle du jour d'où doit partir le délai rédhibi-
« toire. En droit romain, c'est celui de la vente, dans
« un grand nombre de nos contrées celui de la tra-
« dition, dans quelques-unes celui de la manifesta-
« tion des vices chez l'acheteur (*ex quo vitium patiunt*).
« Sous le Code civil la majorité des auteurs pense
« que ce doit être celui de la vente. Le projet de loi,
« sans en donner aucun motif, fait courir ce délai du
« jour de la livraison conformément à l'opinion de
« quelques auteurs et votre commission s'est ralliée
« à cet avis. Ceci ne contrarie pas le principe qui
« veut qu'à partir du jour de la vente la chose soit aux
« risques de l'acheteur. Les risques depuis la vente et
« la garantie pour vices antérieurs à la vente sont deux
« questions différentes. Une fois la convention arrêtée
« la vente est parfaite et l'acquéreur est propriétaire
« (art. 1583, C.C.) et c'est toujours au compte du pro-
« priétaire que la chose périclite (*res perit domino*). Si donc
« dans les ventes pures et simples depuis que la vente
« est parfaite, l'animal non encore livré vient à périr
« chez le vendeur pour une cause autre que l'une
« des maladies énoncées par la loi comme cas rédhi-
« bitoires, le vendeur ne sera pas responsable
« (art. 1302, C.C.); c'est là une suite de la translation
« de propriété. Quant au droit d'intenter l'action
« rédhibitoire, il est nécessairement précédé de la

« connaissance qu'on peut avoir de l'animal, et pour
« le bien connaître il est souvent indispensable d'en
« avoir eu livraison. C'est donc seulement du jour
« de cette livraison que doit partir le délai pour in-
« tenter l'action rédhibitoire. »

Toutefois la solution qui fait partir le délai non du jour de la livraison mais du jour fixé pour la livraison nous paraît bien préférable en ce qu'elle s'appuie sur les principes généraux qui ont dicté au rédacteur du Code civil tous les articles relatifs à la vente. C'est donc la solution logique, communément admise de nos jours, et dont les tribunaux ne s'écartent plus désormais.

La livraison pourra avoir eu lieu antérieurement à la date fixée. Fera-t-on dès lors courir le délai d'une date postérieure à celle de cette livraison, de la date qui avait été primitivement convenue ? Non évidemment puisque de cette livraison et surtout de l'acceptation par le vendeur de cette livraison anticipée résultera une modification dans les intentions des parties contractantes.

Mais le cas inverse peut se produire : la tradition n'a pas été faite au jour fixé. Si la faute de ce retard incombe à l'acheteur, le délai courra du jour fixé pour la livraison, et l'acheteur ne pourra s'en prendre qu'à lui de ce que le cheval n'est pas en sa possession. Si au contraire la responsabilité du retard incombe au vendeur, le délai n'en courra pas moins

à compter du jour convenu mais l'acheteur aura toujours la ressource de l'interrompre en faisant au vendeur sommation de livrer (mise en demeure) et dès lors le point de départ du délai de 9 ou de 30 jours se trouvera reporté au jour où la livraison aura été réellement effectuée, d'après les principes de l'article 1138 du Code civil.

En l'absence de conventions précises relativement à la date de la tradition matérielle, toutes les théories sont admissibles. Celle de la jurisprudence (1) ne fait courir le délai que du jour où l'acheteur est sommé de prendre livraison, afin d'éviter la prescription résultant d'un retard basé sur un malentendu entre les parties contractantes, prescription toujours à craindre lorsque les délais sont aussi courts. La jurisprudence belge au contraire — et la loi belge qui sera étudiée plus loin à propos de la législation étrangère est sur ce point du moins très voisine de la loi de 1884 — identifiant en quelque sorte le moment de la vente et celui de la tradition (ce qui à défaut de conventions contraires sera le cas habituel) fait partir ce délai du jour même où la vente a été parfaite par le simple accord des volontés; solution évidemment la plus simple, mais présentant de graves inconvénients dans la pratique en raison de la brièveté du délai.

1. Paris, 8 mai 1868.

Poitiers, 28 juillet 1873.

M. Baudry-Lacantinerie enfin propose un troisième système : selon l'éminent jurisconsulte le délai ne partirait que du jour de la tradition réelle. Cette théorie est certainement celle qui nous paraît la meilleure. Aucune stipulation n'ayant été faite relativement à l'époque de la livraison, il n'y a aucune raison de favoriser l'une des parties (en l'espèce le vendeur) au détriment de l'autre, comme le fait le système belge. D'autre part, on ne voit pas trop la nécessité d'un acte extra-judiciaire comme la sommation de prendre livraison que semble imposer au vendeur la jurisprudence française, alors surtout qu'un exploit d'huissier dans l'état actuel de nos mœurs risquerait fort d'indisposer l'acheteur contre son vendeur à un moment où il n'y a entre eux aucune question litigieuse. Enfin le principe même de la loi n'est-il pas de permettre d'intenter l'action rédhibitoire à partir du moment où est révélé au demandeur l'existence du vice sur lequel il basera son action ? Il est dès lors logique de faire partir le délai de prescription du jour où l'acheteur aura la possibilité de constater le vice rédhibitoire, c'est-à-dire du jour de la livraison.

La loi de 1884 ne parle pas des modalités qui peuvent être insérées dans le contrat de vente ; mais les principes généraux du droit permettent de donner immédiatement et sans difficulté les solutions qui s'imposeraient dans ces cas. Dans la vente sous con-

dition résolutoire le délai de prescription courra de la même façon que dans le cas de vente ordinaire, le sort de la vente dépendant en définitive de l'arrivée ou de la non arrivée de la condition résolutoire en raison du caractère rétroactif de cette résolution. Le cas sera d'ailleurs fort rare en pratique. Très fréquente au contraire est la vente sous condition suspensive (vente à l'essai) ; tant que la condition ne sera pas réalisée (dans l'espèce de la vente à l'essai c'est l'acceptation de l'acheteur) il n'y a pas vente et dès lors il n'y a pas non plus lieu à action en rédition. Le délai ne peut donc courir que du jour où la vente est parfaite par suite de l'acceptation de l'acheteur ; sur ce point la jurisprudence est uniforme et n'a jamais varié (1).

Le texte même de l'article 5 précise le caractère du délai de 9 ou de 30 jours. Il s'agit d'un délai franc, dans lequel par conséquent ne doivent être compris ni le *dies a quo* ni le *dies ad quem*. Notons cependant que la loi générale du 13 avril 1895 prolonge le délai d'un jour lorsqu'il vient à expirer un jour de fête légalement reconnue.

Requête et expertise. — « L'acheteur, à peine d'être « non recevable, devra provoquer dans les délais de « l'art. 5 la nomination d'experts... La requête sera » présentée verbalement ou par écrit au juge de paix

1. Metz, 27 août 1855. D. P. 56.2.3.

Poitiers, 28 juin 1873. D. P. 74.2.30.484.

« du lieu où se trouve l'animal ; ce juge constatera
« dans son ordonnance la date de la requête... »
(article 7)

A prendre le texte seul de cet article, on serait à première vue tenté de croire que la présentation de la requête serait l'acte qui interromprait la prescription de l'action. Et la date de cette présentation pourrait être facilement déterminée, soit par la présence de témoins dans le cas où la valeur de l'animal est inférieure à 150 francs, soit par un constat d'huissier dans le cas où la preuve par témoins ne serait pas admise. Et ceci pour prévenir l'omission qui pourrait être faite par le juge de paix d'indiquer dans son ordonnance la date de présentation de la requête, ou remédier à toute erreur qui pourrait être faite relativement à cette date.

Mais l'article 8 veut que le défendeur soit appelé à l'expertise et que la citation d'y assister lui soit délivrée dans les délais de l'article 5. Est-ce donc cette citation qui seule interrompra la prescription ? A vrai dire nous nous trouvons en présence d'une question quelque peu embrouillée, et en présence des deux articles contradictoires la jurisprudence a éprouvé certaines difficultés à se fixer. La Cour de Cassation (1) a décidé que les délais établis par la loi de 1884 étant des délais de rigueur, et prescrits

1. 29 mars 1898, D.P., 98., 1 417.

à peine de déchéance, l'acheteur qui après avoir présenté au juge de paix dans le délai imparti une requête aux fins d'expertise n'avait cité son vendeur à cette expertise qu'après l'expiration du délai, transgressait aux dispositions de la loi et que dès lors sa demande en résiliation n'était plus recevable (1). La cour de Caen au contraire a jugé postérieurement à l'arrêt de la Cour de Cassation (2) que la sommation d'assister à l'expertise pouvait être adressée au vendeur même après l'expiration du délai à la condition que la nomination des experts ait été provoquée dans les délais de l'article 5 et que le vendeur ait eu la possibilité matérielle de se rendre à l'expertise ou de s'y faire représenter.

La théorie de la Cour de Cassation que l'on pourrait, en somme, formuler en ces termes : l'acte de procédure qui interrompt la prescription est l'acte extra-judiciaire par lequel l'acheteur dénonce au vendeur son intention d'exercer contre lui l'action en résiliation — est certainement supérieure en

1. Le vendeur en tous cas perdrait le droit de se prévaloir de cette exception de nullité si, même sans citation préalable, il comparait ou se faisait représenter à l'expertise. Ainsi l'a jugé la Cour de Nancy (21 janvier 1890. D.P. 90. 2. 214) qui voit dans la présence du vendeur à l'expertise une confirmation tacite des irrégularités antérieures de la procédure.

2. Caen, 6 juin 1885. D.P. 85. 2. 234.

Caen, 28 décembre 1899. Journal *La Loi*, 15 janvier 1900.

droit à celle de la cour de Caen, mais elle considère comme lettre morte toute la partie de l'article 7 relative au délai. Par contre la cour de Caen semble faire bon marché du texte de l'article 8; et c'est là une contradiction incontestablement regrettable. Un remaniement de ces deux articles serait donc à souhaiter afin de ne pas enfermer les tribunaux dans le dilemme de faire abstraction soit des dispositions de l'article 7, soit des dispositions de l'article 8. La solution à adopter serait certainement celle qui se trouve appliquée dans l'article 259 du Code de procédure civile, en considérant comme acte de procédure interruptif de la prescription l'ordonnance du juge commettant les experts.

L'expertise doit avoir lieu « dans le plus bref délai » (art. 7) afin d'abréger la durée de l'instance. C'est également dans ce but que le législateur a supprimé le serment préalable des experts commis, et l'a remplacé par une simple affirmation de sincérité à la fin du rapport d'expertise. Quelle est la valeur de cette formalité? La jurisprudence décide (1) qu'elle est essentielle et que son omission entraîne la nullité des opérations d'expertise.

1. Paris, 2 juin 1887. Journal *La Loi*, 11-12 juillet 1887

Caen, 2 août 1887. Cité par Gallier dans son *Traité des vices rédhibitoires*, p. 476,

Caen, 12 novembre 1890. Cité par Gallier dans son *Traité des vices rédhibitoires*, p. 476.

Cette affirmation de sincérité constitue la seule dérogation au droit commun et les articles 302 et suivants du Code de procédure civile déterminent en cette matière comme en toute autre la marche à suivre pour la marche de l'expertise et le dépôt du rapport au greffe.

B. — *Phase d'instance.* — Une fois effectué le dépôt du rapport des experts, commence la phase réelle de l'instance. Dans les trois jours du dépôt — nouveau délai ayant son point de départ distinct du point de départ des délais de l'article 5 — l'assignation devra être lancée par le demandeur ; et, si le vendeur n'a pas été cité à l'expertise (le juge de paix ayant usé du droit que lui confère la loi de dispenser l'acheteur de cette formalité en raison de l'urgence ou de l'éloignement) cette assignation devra être délivrée dans les délais de l'article 5 (article 8 de la loi). L'acheteur dans ce dernier cas sera donc obligé, pour ne pas laisser prescrire son action, d'introduire l'instance avant même le dépôt du rapport d'expertise, ce qui sera toujours possible en demandant au juge, lorsque l'affaire viendra à l'audience, d'en ordonner la remise, soit à date fixe, soit *sine die*. Remarquons cependant que cette éventualité devra conserver son caractère exceptionnel, la règle générale exigeant la présence du vendeur à l'expertise. On peut facilement dégager les motifs de

cette règle : le vendeur assistant ou étant appelé à l'expertise pourra se rendre compte des conclusions des experts ; les constatations matérielles ayant été faites devant lui, et contradictoirement, il pourra à l'avance préjuger de l'issue même du procès. Dès lors, son intérêt sera évidemment de ne pas aller à l'encontre d'un échec certain, et bien des instances se trouveront ainsi étouffées par des transactions amiables avant même d'avoir vu le jour. Mais si une autorisation spéciale du juge de paix a permis que l'expertise eût lieu hors la présence du vendeur, ce dernier ne pourra être averti des difficultés auxquelles aura donné lieu la vente que par l'assignation qu'il recevra de l'acheteur ; et comme l'esprit de la loi est que le vendeur se considère comme délié de l'obligation de garantie au bout d'un laps de temps de 9 ou de 30 jours, l'assignation devra dans ce cas lui être délivrée avant l'expiration de ces délais.

L'article 8 veut qu'en tête de l'exploit introductif d'instance, il soit donné copie de l'expédition du procès-verbal d'expertise. On s'est demandé, en l'absence de toute indication de texte, quelle serait la sanction de son omission ? La jurisprudence décide que cette formalité n'ayant pas été imposée à peine de nullité, le procès-verbal d'expertise pouvait être valablement signifié par acte extra-judiciaire spécial au cours de l'instance. Point très important, puisqu'il permet à

l'acheteur d'assigner son vendeur avant le dépôt du rapport dans l'hypothèse que nous avons vu ci-dessus.

En ce qui concerne la compétence du tribunal *ratione loci* (1) ainsi que la marche de la procédure, les règles du droit commun doivent être appliquées sans restriction. On peut notamment observer que si l'expertise préliminaire est imposée par la loi comme une formalité essentielle, elle ne lie cependant pas le juge qui peut et doit juger en conscience, en droit et en équité (art. 323 C. proc. civ.). Le juge peut même user du droit que lui confère l'article 322 du même Code en provoquant une seconde expertise soit pour éclairer davantage sa conviction, soit que cette seconde expertise lui était demandée par l'une des parties en cause. Deux jugements du tribunal de Nantes (2) ont même posé ce principe qu'une seconde expertise était de droit lorsqu'elle était demandée par le vendeur dans le cas où par autorisation spéciale ce dernier n'avait pas été appelé à la première.

1. Et même quelquefois *ratione materiæ*. Un arrêt de la Cour de Besançon du 16 janvier 1907 (*Lois et Sports*, août 1907, p. 145) décide en effet que la loi du 12 juillet 1905 qui a attribué aux juges de paix la connaissance des litiges concernant les vices rédhibitoires n'avait pas dérogé aux règles générales de la compétence et que dès lors le tribunal de commerce était compétent lorsque le procès se poursuivait entre deux commerçants.

2. Nantes, 24 avril 1889. *Jurisprudence Nantes*, 89.1.198

Nantes, 27 juillet 1899. *Jurisprudence Nantes*, 89.1.289.

N'est-ce pas pousser les choses à l'extrême que de soutenir cette théorie? Sans doute la présence à l'expertise des deux parties en cause est-elle nécessaire afin que vendeur comme acheteur puissent faire ressortir devant les techniciens leurs prétentions et moyens de défense respectifs ; mais on pourrait en ce cas s'en rapporter à l'équité du juge qui ne refusera certainement pas une seconde expertise si le défendeur lui expose des raisons valables d'y faire procéder, et s'il ne paraît pas agir dans un simple esprit de chicane pour retarder le cours du procès. Il n'y a de droit que ceux qui sont consacrés par un texte législatif, et reconnaître au vendeur le droit que lui a accordé le tribunal de Nantes, c'est à notre avis commettre une erreur juridique d'autant plus grave qu'elle est en fait inutile.

Mais si le premier rapport d'expertise ne lie pas le juge, il doit en être de même d'un second, et la Cour de Cassation a décidé(1) qu'en présence de deux rapports d'expertise contradictoire, l'indépendance absolue du juge qui lui permettait de se rallier à l'un d'entre eux alors que celui dont il entérinait les conclusions était le premier en date.

Le demandeur peut-il, quelles que soient les conclusions de l'expertise, apporter au tribunal, à l'appui de sa demande, toutes les preuves ou tous les témoi-

1. 22 novembre 1842. S. 43.1.58.

gnages qu'il estimera utiles à sa cause? Lui refusera-t-on au contraire ce droit en se basant sur ce fait que la loi de 1884 ne parle comme mode de preuve que du rapport des experts et en objectant au surplus que le demandeur avait aux termes mêmes de la loi la possibilité de faire valoir ces preuves au cours des opérations de l'expertise? L'article 323 du Code de procédure civile nous fournira la réponse à ces deux questions : le juge n'étant pas lié par le rapport des experts et pouvant statuer contrairement aux conclusions de ce rapport ne pourra le faire que si on lui laisse la possibilité de s'éclairer personnellement sur le mérite de la demande ; et dès lors comment ce résultat serait-il atteint si on lui interdisait l'examen des preuves et documents fournis par les parties en cause. Il lui est donc loisible d'ordonner une contre-enquête, de procéder lui-même à des constatations soit en son cabinet, soit même sur place, et lui dénier ce droit serait le mettre dans l'impossibilité d'user de la faculté que lui confère l'article 323 du Code de procédure civile.

DE L'ACTION RÉCURSOIRE EN GARANTIE

L'action récursoire en garantie est celle qui permet à un vendeur, actionné en résiliation d'une vente aux termes de la loi de 1884, de se retourner contre

son propre vendeur et d'obliger celui-ci à prendre ses lieu et place dans l'instance engagée afin de la garantir et de supporter personnellement les condamnations qui seront éventuellement prononcées par le tribunal.

Cette action suppose donc : 1° une double vente, 2° une action en résolution intentée par le deuxième acheteur à son vendeur (le premier acheteur). Elle n'est en somme qu'une action rédhibitoire auxiliaire qui devra s'engager dans les termes de la loi de 1884. On convient toutefois que l'expertise provoquée par le deuxième acheteur sera opposable au premier vendeur bien que celui-ci n'ait même pas été mentionné dans la requête présentée au juge de paix et soit en réalité un tiers dans l'instance principale qui s'engagera par la suite. Soutenir en effet le contraire ce serait obliger le second vendeur à présenter à son tour une autre requête aux mêmes fins, et comme le juge compétent pour la répondre serait le même juge (celui de la situation de l'animal), cette seconde requête aboutirait évidemment à la nomination des mêmes experts chargés de la même mission.

Mais que décider relativement aux délais dans lesquels devra être introduite l'action récursoire ? La loi belge du 28 janvier 1850 dans son article 3 § 3 dispose que le premier acheteur ne pourra intenter l'action récursoire que s'il est lui-même dans les délais lui permettant d'intenter l'action rédhibitoire. A

la différence de la loi belge, la loi française de 1884 est complètement muette sur ce point, ne prévoyant même pas l'existence de l'action récursoire. Tous les systèmes sont donc plus ou moins admissibles et il en a été proposé trois que nous allons indiquer :

a). Le premier système a été soutenu au cours d'une instance engagée devant le tribunal civil de Montmédy. Son auteur se fondait sur le silence de la loi en ce qui concerne le délai imparti pour se réclamer du droit commun. Or l'article 175 du Code de procédure civile s'exprimant en ces termes : « Celui « qui prétendra avoir droit d'appeler en garantie sera « tenu de le faire dans la huitaine de la demande « originaire... », il concluait que ce délai de huitaine était, à défaut de tout texte contraire, applicable en la matière. Cette théorie ne fut d'ailleurs pas admise par le tribunal qui rejeta les conclusions prises dans le sens qui vient d'être indiqué et se rallia au troisième système exposé ci-dessous (1).

b). Le second système a été celui de la quatrième chambre du tribunal civil de la Seine (2) qui pose en principe que le délai dans lequel doit être intenté l'action récursoire est le délai ordinaire de la loi de 1884. Toutefois le point de départ de ce délai serait

1. Montmédy, 12 novembre 1868 ; cités par Le Pelletier : *Manuel des vices rédhibitoires des animaux domestiques*, p. 62.

2. Paris, 27 juillet 1886 ; cités par Le Pelletier : *Manuel des vices rédhibitoires des animaux domestiques*, p. 62.

non pas le jour fixé pour la livraison du cheval au premier acheteur, mais le jour où celui-ci aurait été actionné en résolution par son propre acheteur. Pour justifier cette solution quelque peu étrange au premier abord, le tribunal s'est fondé sur ce raisonnement que le recours en garantie du premier acheteur ne pouvait prendre naissance qu'en cas d'admission de la demande principale en résiliation formée par le second acheteur et que dès lors le délai pour intenter l'action récursoire ne devait courir que du jour où ce second acheteur avait introduit contre son vendeur l'action rédhibitoire.

c). Enfin le troisième système auquel la jurisprudence et la doctrine semblent s'être définitivement arrêtées n'accorde au premier acheteur l'exercice de l'action récursoire contre son vendeur qu'autant qu'il se trouve encore vis-à-vis de lui dans les délais impartis par l'article 5 de la loi de 1884 (1).

Ce système est donc celui de la loi belge de 1850. C'est d'ailleurs le seul qui ne lèse aucun principe de droit puisqu'il s'en tient à l'application stricte des textes. Le législateur en effet a voulu ignorer l'action récursoire ; pour lui cette action n'est pas distincte de l'action rédhibitoire dont elle n'est qu'une forme particulière, et le tribunal qui statuerait dans le sens de la seconde et même de la première théorie que

1. Caen, 1^{er} juillet 1889, D. P. 91. 2. 293.

nous venons d'indiquer ferait en réalité non pas œuvre d'interprétation mais œuvre de législation. Nous avons signalé ces théories d'ailleurs isolées à titre de simples curiosités juridiques, mais la solution définitive, inattaquable et qui s'impose, est incontestablement la troisième. C'est au reste la solution traditionnelle de l'ancien droit admettant qu'au cas de revente le premier acheteur n'avait d'autre délai pour intenter l'action récursoire que le délai même qui lui était imparti pour exercer l'action principale en résolution. C'était également la doctrine de la Cour de Cassation à une époque (1) où les demandes en résiliation pour cause de vices rédhibitoires n'étaient soumises qu'aux dispositions de l'article 1648 du Code civil qui permettait au juge de déterminer les délais d'exercice de l'action... « selon la nature des vices et l'usage du lieu où la vente a été faite ».

Mais la situation du premier acheteur devenait critique au cas où un certain laps de temps s'était écoulé entre l'achat et la revente. En butte à la réclamation éventuelle du sous-acquéreur, déchu du droit d'appeler en garantie son propre vendeur, il était en ce cas exposé à supporter les conséquences d'un fait qui ne lui était nullement imputable. Afin de sauvegarder ses droits on a proposé de l'autoriser

1. 18-19 mars 1833, S. 33-1, 277.

à exercer l'action rédhibitoire avant d'avoir été poursuivi lui-même par son sous-acquéreur. Nous nous rangerons parmi les adversaires de cette doctrine. Donner un semblable droit au premier acheteur ce serait en effet admettre en cas de résiliation de la première vente, et en raison du caractère rétroactif de cette résiliation, la nullité de la seconde vente, solution contraire à tous les principes du droit, à la règle *res inter alios acta...* et surtout à l'obligation de garantie imposée au vendeur par l'article 1625 du Code civil.

Il faut donc se pénétrer en cette matière de l'esprit de la loi qui ne voit dans la revente que deux ventes successives complètement distinctes et n'ayant entre elles aucun lien ni aucun rapport de cause à effet. Chacune des parties contractantes doit être considérée uniquement dans ses rapports directs avec l'autre partie et l'opération complexe doit être analysée en autant d'opérations simples qu'elle en comporte, chacune de ces opérations ayant ses formes particulières et étant soumise à ses lois spéciales. La jurisprudence a bien admis la validité d'une action directe du sous-acquéreur contre le vendeur originaire (1), mais il ne faut voir dans ce fait que l'interprétation d'une autre volonté du législateur : celle d'abrégier dans la mesure du possible la durée de l'instance, d'en simplifier la procédure et d'en diminuer les frais.

1. Bordeaux, 11 janvier 1888, D. P. 93. 2.78.

EFFETS DE L'ACTION RÉDHIBITOIRE (1).

Le jugement qui sera la conséquence de l'action rédhibitoire pourra soit confirmer la vente, soit la résilier. S'il déboute l'acheteur de sa demande, la vente conservera tous ses effets, et la double obligation résultant du contrat synallagmatique restera obligatoire pour les parties. Si au contraire le jugement définitif aboutit à la résiliation objet de la demande, la vente se trouvera annulée à son origine et les effets de cette résiliation seront ceux du droit commun relativement à la garantie pour vices cachés. Le cheval par conséquent sera considéré comme n'ayant jamais cessé d'appartenir au vendeur qui devra le reprendre dans l'état où il se trouve, sauf dommages-intérêts si une dépréciation quelconque est imputable à la faute du détenteur. En cas de mort fortuite du cheval survenue bien entendu postérieurement aux constatations des experts, l'effet rétroactif du jugement mettra le préjudice résultant

1. Cette partie devrait normalement se trouver après le chapitre III, et alors que les causes de résolution des ventes de chevaux auraient été passées toutes en revue. Nous avons pensé cependant qu'il y avait avantage à la rapprocher de l'étude de la loi de 1884 afin de constituer un tout complet. L'exposé de la procédure spéciale dont est l'objet l'action rédhibitoire conduit en effet tout naturellement au jugement et aux effets de celui-ci.

de cette mort à la charge du vendeur, et celui-ci n'aura plus droit qu'au prix minime de vente à l'équarrisseur que l'acheteur aura sans doute perçu à titre de gérant d'affaire. Quant à l'acheteur il obtiendra la restitution du prix principal acquitté par lui, ainsi que des frais occasionnés par la vente, sans préjudice de dommages-intérêts s'il parvient à établir la mauvaise foi de son vendeur (art. 1645 et 1646 C. civil).

La jurisprudence a interprété dans un sens large les mots « frais occasionnés par la vente ». Elle a décidé notamment qu'il y avait lieu d'y faire figurer toutes les dépenses faites dans l'intérêt de la conservation du cheval, entre autres les frais de ferrure ou les frais de vétérinaires ou de pharmaciens dont l'intervention a été rendue nécessaire par suite d'une maladie naturelle du cheval. On peut remarquer qu'on aboutirait au même résultat pratique par la théorie et la gestion d'affaire (art. 1375 C. c.)

En ce qui concerne les intérêts du prix à restituer, les principes généraux permettent de déterminer qu'ils seront dus par le vendeur à compter de la demande en justice ou plus exactement à compter du jour où le vendeur aura été sommé d'assister à l'expertise, s'il a été de bonne foi ; à partir du paiement s'il a été de mauvaise foi. Mais le tribunal devra compenser une partie de ces intérêts avec la somme à laquelle il évaluera la jouissance du cheval du jour

de la livraison au jour de la restitution. Relativement à la nourriture du cheval antérieurement à sa mise en fourrière, Pothier proposait également (1) de compenser le prix de la nourriture avec celui représentant les services rendus à l'acheteur. Cette solution forfaitaire est en effet souvent admise par les tribunaux, mais il faudrait bien se garder d'y voir une règle de droit. La jouissance d'un animal qu'on ne détient qu'à titre putatif oblige bien le bénéficiaire vis-à-vis de celui qui sera jugé être le propriétaire, mais dans le cas qui nous occupe il y aura incontestablement matière à évaluation de la part du juge, évaluation qu'on ne peut déterminer à l'avance comme propose de le faire le grand jurisconsulte.

La résiliation de la vente principale entraîne aussi la résiliation des ventes accessoires. C'est ainsi que la jurisprudence a décidé avec juste raison que la vente des harnais ou d'une charrette formant équipage avec le cheval objet du litige suivrait le sort de la vente du cheval. Elle a décidé également que la vente d'une paire de chevaux se trouvait résiliée dans son ensemble lorsque l'un de ces chevaux était atteint d'un vice rédhibitoire sans que l'autre le soit, il est clair en effet que l'acheteur avait en vue non pas l'acquisition de deux chevaux différents destinés à être employés séparément dans des services

1. Vente n° 218.

distincts, mais au contraire l'acquisition de deux chevaux appareillés, de même taille, de même robe ou de robes disparates mais suivant certaines règles et réunissant ensemble certaines conditions d'attelage lorsqu'on les mettait à la flèche d'une voiture.

Un point assez délicat est celui que l'on peut énoncer ainsi : Quelle serait, en matière de demande en résiliation, la valeur d'un acte de propriété accompli par l'acheteur, entre le moment de la livraison et le moment de la découverte du vice caché, sur le cheval, et modifiant celui-ci dans une certaine mesure ? Ou encore : L'acheteur pouvant à bon droit se considérer comme propriétaire définitif de l'animal vendu a-t-il la possibilité, sans perdre le droit de demander la résiliation de la vente, de faire pratiquer au cheval et alors qu'il se trouve encore dans les délais de l'action rédhibitoire, une opération en modifiant les qualités intrinsèques ? Sera-t-il simplement tenu à des dommages-intérêts vis-à-vis de son vendeur au cas où cette opération aurait diminué la valeur du cheval ? De l'ensemble des décisions judiciaires intervenues dans des instances relatives à ce sujet nous croyons pouvoir dégager les principes généraux qui ont guidé les juges en la matière : L'opération, pour faire perdre à l'acheteur le droit d'exercer l'action rédhibitoire doit être de telle nature que l'animal ne puisse jamais recouvrer l'une des qualités qu'il avait au moment de

la tradition, et que cette qualité soit elle-même une qualité essentielle dont l'absence constitue un obstacle à une vente dont il serait éventuellement l'objet. Si l'opération au contraire n'est pas de nature à empêcher une vente ultérieure, le vendeur sera en droit d'obtenir des dommages-intérêts en prouvant que la valeur marchande du cheval a diminué du fait de l'opération.

Quelques exemples feront ressortir ces principes : La castration pratiquée par l'acheteur changeant complètement la substance même du cheval fait supposer chez celui qui l'a ordonnée l'intention d'abandonner complètement la possibilité d'intenter l'action résolutoire. C'est par excellence un acte de propriété, de libre disposition que ne doit exercer qu'un véritable propriétaire et qui serait interdit au propriétaire sous condition résolutoire dont le cas est très voisin de celui de notre acheteur.

Au contraire la tonte, si elle peut diminuer pendant un certain temps la valeur commerciale du cheval ne constitue évidemment pas un empêchement définitif à une revente future, puisque la pousse naturelle des poils fera au bout d'un certain temps disparaître ce défaut. Le tribunal d'Etampes a donc agi sagement en n'accordant dans cette espèce que des dommages-intérêts minimes au vendeur (1).

1. Etampes, 9 janvier 1889. *La Loi*, 6 février 1889.

Deux solutions différentes ont été données au cas d'anglaisement (1). Le tribunal de Saint-Lô (2) s'est borné à condamner à des dommages-intérêts un vendeur qui avait fait pratiquer une semblable opération sur le cheval qu'il devait restituer. Il a été jugé au contraire par le tribunal de Caen (3) que cette opération constituait un acte de propriété capable de faire repousser la demande en résiliation intentée par l'acheteur. En réalité tout se borne à une question d'espèce. N'ayant eu entre les mains ni le dossier de l'affaire de Saint-Lô ni le dossier de celle de Caen, nous ne pouvons relever les différences existant entre les deux cas solutionnés par ces deux tribunaux. Quant aux principes exposés ci-dessus, ils sont à tel point conformes au droit et à l'équité qu'il semble tout naturel de les admettre et de s'y attacher comme aux seuls capables de donner une solution définitive à tous les litiges de cette sorte.

1. L'anglaisement ou niquetage est l'opération consistant en l'amputation des deux dernières vertèbres caudales ainsi que le sectionnement des muscles abaisseurs de la queue. Celle-ci n'étant plus sollicitée par les muscles redresseurs se relève en donnant une certaine noblesse à l'extérieur du cheval.

2. Saint-Lô, 17 novembre 1880.

3. Caen, 24 décembre 1882. *Recueil des arrêts de Caen et Rouen*, 1890, 1.31.

Dans le même sens voir jugement du tribunal de Dinan, 8 juin 1897, relaté dans la *Revue de médecine vétérinaire*, 1877, p. 431.

Voir également Paris, 26 mars 1891, *Répertoire de police sanitaire vétérinaire*, 91-313.

CHAPITRE III

Inexécution des obligations

Les obligations incombant aux deux parties contractantes par ce fait seul que leurs consentements se sont trouvés d'accord relativement à l'aliénation en vue, découlent soit du Code civil soit des conventions particulières intervenues entre elles.

A. — OBLIGATIONS LÉGALES.

1° *Obligations du vendeur.* — « Le vendeur a deux obligations principales : celle de livrer et celle de garantir la chose qu'il vend » (art. 1603 Code civil). Voici donc nettement spécifiées quelles sont les deux obligations qui du chef de la vente incombent au vendeur ; et si l'on rapproche de cet article 1603 l'article 1610 du même Code : « Si le vendeur manque à faire la délivrance dans le temps convenu entre les parties, l'acquéreur pourra à son choix demander la résolution de la vente ou sa mise en possession si le retard ne vient que du fait du ven-

deur » on entrevoit immédiatement en quoi consiste la demande en résolution pour cause de non livraison.

Pour triompher dans cette action, le demandeur devra établir trois points: a) qu'il y a eu vente ; b) que le prix de vente a été payé ou offert réellement par acte extra-judiciaire ; c) que le retard de la livraison ne provient pas de son fait.

Le vendeur est tenu de livrer, avons-nous dit ; et la théorie des risques est trop classique et trop connue pour qu'il soit besoin d'en indiquer les applications logiques à notre matière. Un point délicat nous paraît cependant devoir retenir l'attention : il est fréquent, dans le monde des propriétaires de chevaux de course, de vendre à un éleveur tel ou tel sujet livrable seulement après sa carrière de course (on fixe en général une date extrême pour la livraison).

Une semblable vente semble donc se présenter sous l'aspect d'une vente à terme, ce terme étant le jour où le cheval sera définitivement retiré de l'entraînement. Si dans l'intervalle le cheval vient à périr d'une façon fortuite, la question s'est posée de savoir si le vendeur pouvait néanmoins exiger son prix de vente, ou si au contraire l'acheteur avait la possibilité de faire *ipso facto* résilier la vente à la date de l'accord des volontés. L'examen de la nature juridique du terme semble à première vue solutionner immédiatement la question : le terme en effet

ne suspend point l'engagement dont il retarde seulement l'exécution. Le véritable propriétaire de l'animal est l'acheteur qui a seul le droit d'en percevoir les fruits et les produits, et qui doit supporter les conséquences des accidents fortuits survenus au cheval *Res perit domino*. La solution qui paraît s'imposer est donc celle-ci : au cas de mort par accident ou maladie, le vendeur sera déchargé de l'obligation de livrer, et, la vente conservant tous ses autres effets juridiques, il aura droit, malgré tout, au prix de la vente.

Nous ne pensons pas qu'il soit possible d'aboutir à une semblable théorie. En effet l'acte par lequel un propriétaire d'un cheval de courses vendra à un éleveur ce cheval livrable à la fin de sa carrière sportive, ne nous paraît pas être une vente à terme. Dans une vente à terme, en effet, l'acheteur devient immédiatement propriétaire et a droit aussitôt aux fruits de la chose vendue. Or dans l'hypothèse qui nous occupe, le cheval faisant l'objet du contrat ne cessera pas de figurer parmi les chevaux appartenant au vendeur. Il courra toujours sous le nom de ce dernier et portera ses couleurs; le vendeur seul aura le droit de l'engager dans les courses où il jugera à propos de le faire, seul il pourra déclarer forfait, seul il touchera les allocations des prix gagnés. En un mot aux yeux de tous et en particulier aux yeux des sociétés de courses, il se comportera comme le

véritable propriétaire et usera de tous les droits que lui confère ce titre, sans réclamations possibles de la part de son acheteur. Si la vente avait été une vente à terme, ce dernier aurait eu le droit de percevoir les fruits de la chose vendue ; ce ne peut donc être le cas puisqu'en l'espèce on va jusqu'à refuser à l'acheteur les simples produits du cheval, c'est-à-dire les sommes gagnées sur les hippodromes.

Sommes-nous en présence d'une promesse synallagmatique de vente ? Nous ne le pensons pas davantage, la promesse de vente étant assimilée à la vente par l'article 1589 du Code civil, et produisant tous les effets que produirait la vente elle-même. Admettre cette théorie, nous conduirait aux mêmes contradictions que nous avons signalées à propos de la vente.

Plusieurs tribunaux ont vu dans la convention qui nous occupe une vente sous condition ; et le tribunal civil de Saint-Nazaire, saisi d'une demande en paiement du prix dans des circonstances sinon identiques du moins analogues (vente consentie le 20 juin 1905 par F... à G... d'un poulain au lait livrable après sevrage le 15 novembre suivant, et décédé par accident antérieurement à cette date) a rendu le jugement suivant :

«...Attendu que l'article 1583 du Code civil ne vise
« que les ventes fermes que ne peut tenir en suspens
« un événement futur et incertain, et que le terme

« ne fait que retarder l'exécution de la convention
« sans en faire dépendre le sort de la convention
« elle-même, mais qu'il n'en est pas de même de la
« condition, et qu'aux ventes sous condition suspen-
« sive l'article 1584 applique le principe général
« écrit dans l'article 1184 du Code civil aux termes
« duquel la chose qui fait la matière de la conven-
« tion demeure aux risques du débiteur qui ne s'est
« obligé de la livrer que dans le cas de l'événement de
« la condition ;

« Attendu que pour la solution du litige il est donc
« seulement nécessaire de savoir si les mots : livra-
« ble au 15 novembre doivent être interprétés comme
« un terme ou une condition suspensive...

« Attendu que la fixation de cette date... assez éloi-
« gnée... de celle de la vente ne résulte pas de la
« convenance d'une des parties, le poulain... ne pou-
« vant pas être séparé de sa mère sans les plus grands
« risques (1) qu'il n'est pas douteux que l'allégation
« au moins du vendeur dépend d'un événement in-
« certain et qu'on ne comprendrait guère que le dé-
« fendeur ait acheté à un prix aussi élevé un droit
« aléatoire ; que d'autre part le vendeur n'a pas eu
« seulement la garde du poulain jusqu'à l'époque de
« la livraison, mais qu'il pouvait en user dans les

1. En cela seulement, le cas présent diffère du cas que nous avons examiné.

« limites les plus étendues sans avoir à en rendre
« compte à l'acheteur, notamment le conduire aux
« concours des juments poulinières et bénéficier de
« la prime entière ;

« Attendu qu'il résulte non seulement de la nature
« et de l'objet du contrat, mais encore des usages
« constants en cette manière que la vente après se-
« vrage constitue une condition de la vente et non
« un terme d'exécution.

« Par ces motifs : déboute F... » (1)

Sur l'appel de F... la cour de Rennes a confirmé la décision du Tribunal de première instance, adoptant les motifs des premiers juges, mais se basant aussi, et surtout, sur le manque de preuves écrites apportées par F... à l'appui de sa demande (2).

Cette théorie nous semble en tous points critiquable. L'essence d'un contrat ne résulte pas des effets qu'on lui fait produire, mais bien des éléments de fait qui ont présidé à sa formation. Or nous ne voyons pas par quels artifices le tribunal a pu voir une vente conditionnelle dans une vente ferme dont l'exécution seule était reportée à une date déterminée. Les juges de Saint-Nazaire et ceux de Rennes auraient sans doute admis la validité d'une seconde

1. Saint-Nazaire, mai 1906. *Lois et Sports*, mars 1907, p. 52

2. Rennes, 24 décembre 1906. *Lois et Sports*, mars 1907, p. 53

Voir dans ce sens Cass., 8 janvier 1906. S. 1906.1.176 et *contra* Caen, 9 janvier 1901. D. 1903.2.111.

vente suivie de livraison et postérieure à la première ; nous ne pouvons les suivre sur ce terrain, cette seconde vente étant pour nous et dans toute la force du terme *une vente de la chose d'autrui*.

Mais alors quelle serait la nature juridique de la vente d'un cheval à son retrait de l'entraînement ? A notre avis il faudrait analyser cette quasi-vente en deux obligations, l'une de livrer le cheval, l'autre de payer le prix, et établir entre ces deux obligations un rapport de causalité. On nous objectera que c'est là la définition même du contrat synallagmatique, et qui plus est, de cette variété de contrat synallagmatique qui s'appelle la vente (article 1582 du Code civil) Nous ne voyons aucun inconvénient à l'admettre si l'on nous accorde que, en l'espèce, la vente se trouve modifiée tant en sa nature qu'en ses effets, par la clause sous-entendue suivante : « Le vendeur s'oblige « à livrer à l'époque fixée le cheval dans l'état où il « se trouve lors de l'accord des volontés ; et récipro- « quement, l'acheteur lui abandonne le droit de tirer « de la valeur sportive du cheval tout le profit qu'il « pourra », et cette clause, parfaitement licite, insérée expressément ou simplement sous-entendue dans l'acte de vente, permettra à l'acheteur actionné en paiement du prix d'un cheval disparu par cause fortuite, de se prévaloir de l'article 1184 du Code civil pour demander au Tribunal la résiliation d'un contrat qui ne pourra jamais recevoir d'exécution.

Quant à la seconde des obligations incombant au vendeur, celle de garantir la chose vendue, nous l'avons tout au long étudiée dans la partie consacrée aux vices rédhibitoires. Nous retrouvons d'ailleurs cette obligation à propos des stipulations diverses intervenues entre les parties contractantes, et nous ne voyons rien à ajouter ici à l'action en résiliation introduite par l'acheteur pour défaut de garantie soit conventionnelle.

2° — *Obligation de l'acheteur.* « La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix aux jour et « lieu fixés pour la vente » (Article 1650 du Code civil).

« Si l'acheteur ne paie pas le prix, le vendeur peut « demander la résiliation de la vente » (art. 1654 du Code civil).

Le vendeur non payé aura donc contre son acheteur indépendamment du droit de rétention résultant de l'article 1612 du Code civil, deux actions dont il pourra user à son choix : une action pécuniaire lui permettant de contraindre son débiteur à exécuter le contrat (titre exécutoire pour le forcer à payer) ou une action en résolution par laquelle il pourra obtenir la résiliation de la vente aux torts et griefs de l'acheteur, c'est-à-dire avec possibilité d'obtenir des dommages-intérêts, si ceux-ci sont légitimes.

On doit voir dans cette action en résolution une application du principe posé par l'article 1184 du Code

civil qui suppose la condition résolutoire sous-entendue dans les contrats synallagmatiques pour le cas où l'une des parties ne satisferait pas à son engagement. Et cet article 1184 permet de déterminer la portée exacte de l'expression « payer le prix » que l'on trouve dans l'article 1654. Par « prix » l'on doit entendre toutes les prestations que l'acheteur s'est engagé à fournir, aussi bien en principal qu'en intérêts, en frais de la vente qu'en accessoires. D'où cette conséquence qui ne s'imposait pas tout d'abord que le défaut de paiement d'une partie des intérêts peut suffire pour intenter l'action en résolution et pour y triompher.

Une forme d'aliénation couramment employée dans le monde des propriétaires de chevaux de courses est la vente « avec redevance ». On donne ce nom à une vente dans laquelle, indépendamment du prix principal, le vendeur a droit à un pourcentage des sommes gagnées pendant un certain temps par le cheval. Faut-il voir dans cette part de gain une fraction du prix? faut-il au contraire n'y voir que l'effet d'un contrat unilatéral spécial intervenu entre le vendeur et l'acheteur à l'occasion de la vente, mais sans aucun lien avec elle? L'intérêt de la question est grand puisque la sanction du défaut de paiement de ces allocations serait dans la première hypothèse la résolution de la vente avec toutes ses conséquences de droit, et dans la seconde un simple

titre exécutoire accordé au créancier pour se faire payer son dû.

L'article 1591 du Code civil exige formellement que « le prix de vente soit déterminé et désigné par les parties ». Une somme inconnue qui correspondra à un tant pour cent des prix gagnés par le cheval, remplit évidemment la seconde de ces conditions, la désignation par les parties ; mais peut-on dire que cette somme est déterminée ? Dans l'esprit du législateur, le prix d'une vente doit être certain, connu dans tous ses détails par les parties en cause, qui au moment où elles contractent peuvent se rendre exactement compte : l'acheteur, de l'étendue du sacrifice pécuniaire qu'il accepte pour acquérir le cheval, le vendeur de l'étendue du bénéfice qu'il réalisera dans l'opération. Pothier disait que « le prix de vente de-
« vaît être stipulé en argent » (n° 30). La plupart des auteurs : Troplong, Laurent, Aubry et Raux, pour ne citer que ceux-là, concluent dans le même sens, et les quelques auteurs qui s'écartent de cette opinion enseignent malgré tout que le prix doit consister en « des choses facilement appréciables ». Or dans le cas qui nous occupe on ne peut vraiment pas considérer comme énoncé « en argent » ni même « facilement appréciable » une quotité des sommes qui pourraient être éventuellement gagnées par le cheval en courses publiques, puisque le gain de ces sommes constitue, par essence même, un événement futur et

incertain. Un accident d'entraînement, le manque de moyens du cheval ou encore simplement une malchance aussi inexplicable que possible, peuvent réduire les gains du cheval à zéro alors que des circonstances inverses peuvent les élever à une somme considérable. La seconde partie de la prestation due au vendeur par l'acheteur échappe donc à toute appréciation, toute détermination, elle ne peut par conséquent pas être ce que le Code civil entend par « prix ». La conclusion logique nous paraît donc être celle-ci : en cas de vente avec redevance il n'y a de « prix » que la somme principale stipulée entre les parties ; la redevance en elle-même résulte d'un pacte adjoint d'un contrat unilatéral accessoirement rattaché au contrat synallagmatique primitif mais ne faisant nullement corps avec lui. Seul par conséquent le défaut de paiement du prix principal pourra entraîner la résolution de la vente dans les termes de l'article 1654 du Code civil, à l'encontre du défaut de paiement de la redevance dont l'unique effet pourra être la condamnation pécuniaire prononcée par le tribunal contre l'acheteur, sans préjudice de dommages-intérêts au cas où des circonstances de fait les justifieraient.

Nous ne pouvons omettre de signaler un autre aspect sous lequel peut également se présenter la vente avec redevance, et qui consiste en une cession faite par un propriétaire à un autre moyennant une sim-

ple part des bénéfices que ce dernier retirera du cheval en le faisant courir. Ce contrat est habituellement désigné sous le nom de vente et pratiquement il en opère tous les effets. Mais les principes que nous avons énoncés ci-dessus nous conduisent à refuser le caractère de « prix » à la prestation fournie par l'acquiérent. Nous nous trouvons dès lors en présence d'un contrat qui ne peut être qu'une donation avec charges, et dont la révocation pourra être demandée par le propriétaire primitif aux termes de l'article 953 du Code civil s'il y a inexécution des conditions sous lesquelles la donation a été consentie.

B. — OBLIGATIONS CONVENTIONNELLES

Les conventions intervenant entre les parties étant libres à la condition qu'elles ne lèsent ni la morale ni l'ordre public, on conçoit que les variétés de ces conventions soient innombrables. Nous nous bornerons à envisager les effets des plus fréquentes, qu'elles soient expressément énoncées dans l'acte de vente ou qu'elles soient sous-entendues en raison de certains usages constants en cette matière.

Monsieur Lherbette, rapporteur à la Chambre des députés de la loi de 1838 sur les vices rédhibitoires, s'exprimait en ces termes : « On conçoit que la loi « actuelle ne réglera que les marchés où la conven-

« tion ne sera pas intervenue expresse ou tacite ; que
« la convention peut évidemment dispenser de ga-
« rantie pour des cas rédhibitoires, ou l'étendre à
« des cas non rédhibitoires de plein droit. »

L'acheteur en effet aura toujours le droit — et en réalité c'est un droit dont il usera fréquemment — d'exiger de son vendeur certaines garanties déterminées et les stipulations ainsi intervenues feront la loi entre les parties, à condition bien entendu qu'elles soient constatées par écrit si la valeur du cheval dépasse 150 francs. C'est ainsi qu'on conviendra souvent que l'animal est garanti « sain et net », expression sur le sens de laquelle on n'a jamais pu aboutir à une entente absolue (1) ; qu'on spécifiera le cheval garanti d'attelage ou garanti sous la selle c'est-à-dire ayant reçu un dressage complet

1. L'expression « sain et net » signifierait d'après M. Huzard ayant une absence complète de vices rédhibitoires (Voir en ce sens arrêt de la Cour de Caen du 22 février 1888. Recueil arrêts Caen et Rouen, 88.1.61) mais rien ne permet, selon nous, d'interpréter de la sorte une pareille expression. Le sens grammatical échappant quelque peu à l'esprit, nous nous rangeons à l'avis des hippologistes éminents qui l'ont interprété en ces dernières années, et nous concluons avec eux que « sain » veut dire « en bonne santé » et que « net » signifie « exempt de toutes tares », notamment aux jambes (molettes, suros, vessigons, courbe, claquages... actuels ou même guéris). Quant à l'interprétation de M. Huzard, elle s'appliquerait bien plutôt à la formule « garanti de partout » qui est d'ailleurs constamment employée, elle aussi.

permettant à l'acheteur de l'employer comme cheval de voiture ou comme cheval monté. On exigera parfois certaines garanties de vitesse (cheval trottant le kilomètre en deux minutes, par exemple), ou certaines garanties de vigueur physique (cheval pouvant traîner dans telles ou telles conditions un fardeau déterminé). S'il s'agit d'une vente de poulinière, l'acheteur demandera souvent la garantie relative à la date de mise bas, basée sur la date de la saillie, l'époque de la naissance pouvant avoir une grande influence sur la valeur du poulain à naître.

On modifiera aussi les délais de l'action rédhibitoire légale, en stipulant qu'aux délais prévus par l'article 5 de la loi de 1884 seront substitués d'autres délais plus longs (rarement moins). Les parties soucieuses de diminuer les frais de procédure pourront encore convenir d'un commun accord qu'en cas de contestations elles s'en rapporteront à la décision de telle personne compétente choisie pour arbitre et qui devra régler obligatoirement les différends qui se présenteraient.

L'accord des volontés pourra également porter non plus sur la personnalité de l'animal lui-même, mais sur certaines qualités de celui-ci. Il en sera ainsi au cas de vente dite « de confiance ». On désigne ainsi un contrat par lequel l'acquéreur achète le cheval sans l'avoir vu, à condition qu'il réponde à certaines conditions déterminées, qu'il remplisse

un but précis, ou possède diverses qualités énoncées dans l'acte.

Dans tous les cas que nous venons de citer, et qui ne sont indiqués qu'à titre d'exemples, les parties se trouvent liées par leurs conventions particulières, et l'acheteur pourra exercer contre son vendeur non seulement l'action rédhibitoire que lui confère de plein droit la loi de 1884, mais encore toutes les actions en garantie résultant de son contrat.

Mais il est également des cas où les conventions particulières ne sont pas énoncées expressément dans un acte de vente et où néanmoins elles sont censées avoir été stipulées tacitement. Il en est ainsi notamment dans le cas des courses à réclamer. On sait que sont désignées sous ce nom des courses où le gagnant, certains chevaux, ou tous les chevaux sont à vendre au plus offrant dans des conditions déterminées. Ces conditions sont énumérées tout au long dans ce qu'on est convenu d'appeler le Code des courses (articles 61 à 65) ou le Code des steeple-chases (articles 51 à 54). Ces textes n'ont évidemment pas la force exécutoire du Code civil, mais leurs dispositions connues de tous et publiées, sont cependant obligatoires pour les parties qui y ont adhéré. Or l'engagement fait par un propriétaire d'un cheval dans un prix à réclamer implique l'intention absolue de se soumettre aux prescriptions

impératives contenues dans ces règlements, comme aussi le fait par un particulier de déposer entre les mains des commissaires sa soumission cachetée est un engagement formel de consentir à toutes les obligations qui y sont contenues. Ainsi l'article 52 du Code des steeple-chases, reproduisant d'ailleurs dans son ensemble l'article 62 du Code des courses, s'exprime en ces termes : « Le paiement de tout
« cheval acheté doit être fait immédiatement ou ga-
« ranti à la satisfaction des commissaires dans un
« délai de quinze minutes à partir de l'achat, faute
« de quoi il est nul ». — C'est ainsi encore que le même Code dispose que « Lorsqu'un cheval est
« distancé ou disqualifié après avoir été vendu, son
« acquéreur a suivant le cas la faculté d'en prendre
« livraison ou de le garder » (article 53 reproduisant une disposition analogue de l'article 64 du Code des courses). Le premier exemple nous montre donc une vente résiliée de plein droit si bon semble aux commissaires dans le cas de non paiement immédiat du prix. Le second contient des dispositions permettant à l'acquéreur d'un cheval distancé ou disqualifié d'opter entre deux solutions, accepter la vente ou la repousser, bien que l'accord des volontés et le paiement immédiat du prix aient suffi à rendre la vente parfaite et opposable à tous. On pourrait citer encore d'autres exemples de conventions tacites résultant de la soumission aux dispositions du

Code des courses qui constitue pour ainsi dire un cahier des charges immuable dans les relations entre les parties contractantes, quel que soit en général le contrat qui se forme entre elles, en cas de vente en particulier.

Un second exemple de conventions tacites nous est fourni par les « conditions de la vente » annexées aux catalogues des sociétés de ventes aux enchères. Ces sociétés n'étant que des intermédiaires entre le vendeur et l'acheteur ne peuvent en aucun cas être considérées comme parties, elles imposent néanmoins certaines clauses que devront respecter les parties, et ces clauses sont portées à la connaissance des amateurs par des catalogues distribués gratuitement. « Toute personne », nous citons la formule du Tattersall français, « qui assistant à la vente ou y étant représentée, s'est après enchères rendue adjudicataire, se reconnaît par ce fait dans l'obligation de se conformer aux conditions ci-dessous, énumérées au procès-verbal du Commissaire-priseur et énoncées par lui avant la vente... »

A vrai dire aucune des dispositions du cahier des charges des principaux établissements de ventes aux enchères (Établissements Chéri, Sporting club français et Tattersall français) ne vise expressément un cas de résiliation de vente, mais cette résiliation pourra cependant être la conséquence de l'inobser-

vation des clauses relatives au prix. Le Tattersall français, par exemple, énonce dans son catalogue que « l'acquéreur sera tenu de payer au comptant les « prix d'adjudication, plus 10 p. % en sus des enchères, et de rembourser directement à l'administration le montant de la taxe municipale sur les ventes mobilières, soit 1 p. % (loi du 31 déc. 1900) (1) ». — Au catalogue des établissements Chéri figure cette clause: « L'établissement Chéri est expressément « autorisé par les vendeurs à retenir sur le prix de « réalisation de leurs chevaux vendus sans engagements les sommes équivalentes à ce qui pourrait « être dû du chef de ces engagements aux diverses sociétés de courses ». — D'où cette conséquence que le défaut de paiement des droits de 11 p. % est susceptible d'entraîner la résiliation de la vente pour non paiement des frais (Art. 1654 du C. c. interprété par la jurisprudence) et que le vendeur sera toujours tenu de respecter le contrat auquel il aura été partie bien que le prix qu'il touchera soit inférieur au prix payé par l'acheteur (et soit égal à ce prix diminué des sommes remboursées par l'intermédiaire aux diverses sociétés de courses).

1. Cette taxe municipale de 1 p. % ne s'applique qu'au cas de ventes mobilières faites à Paris. Le Tattersall ne pouvait en exiger le montant lorsque les ventes avaient lieu à sa succursale de Neuilly (aujourd'hui disparue) puisque la municipalité de Neuilly ne pouvait percevoir aucune taxe de cette nature.

Une des conventions tacites qui intervient le plus souvent dans les ventes de chevaux est l'obligation dans laquelle se trouve le vendeur d'un cheval de pur sang ou de certaines races autres d'opérer avec la tradition du cheval la tradition des papiers de celui-ci. Tout cheval de pur sang possède en effet une personnalité qui lui est propre ; la saillie dont il naîtra comme sa naissance sont constatées par écrit, et sa généalogie résultera de son inscription sur un registre spécial de l'administration des haras que l'on dénomme officiellement « stud-book » (1). On pourrait faire un parallèle entre le stud-book et les registres de l'État civil, la comparaison n'étant d'ailleurs pas en faveur de ces derniers, puisque le stud-book et les papiers contiennent non seulement les indications relatives à la parenté du jeune poulain (pedegree) mais encore les indications relatives au signalement complet de ce dernier, ainsi que le signalement succinct de ses auteurs. L'importance de ces papiers dont il n'est en principe jamais délivré de duplicata est énorme, puisque sans eux le cheval de pur sang n'est plus qu'un quadrupède de race chevaline sans personnalité aucune et qu'il est impossible d'identifier, au lieu d'un individu parfaitement déterminé dont l'ascendance, la famille, les

1. Du nom d'un registre analogue tenu par l'administration des haras anglais à qui nous avons purement et simplement emprunté cette institution.

courants de sang font l'objet d'une constatation officielle de l'administration des haras, c'est-à-dire des pouvoirs publics. Un étalon privé de ses papiers n'a plus qu'une valeur infime, alors que le même étalon, en possession des pièces officielles qui lui sont propres, pourra effectuer annuellement un grand nombre de saillies dont le prix de chacune atteint parfois le chiffre d'une dizaine de mille francs. D'autre part aux termes de l'article 11 de ce qu'on appelle le « Code des courses », « aucun cheval né en France (1) » « ne peut être engagé dans une course... sans que son » « certificat d'origine, dûment établi, ait été déposé » « soit au secrétariat de la Société d'encouragement, » « soit au secrétariat de la Société des steeple-chases » « de France, faute de quoi l'engagement n'est pas » « valable ».

Il résulte de ce que nous venons de dire que la possession des papiers d'un cheval de race pure est indispensable à son propriétaire pour pouvoir tirer parti soit de sa carrière sportive, soit de sa carrière comme reproducteur. Aussi des dispositions concernant la remise de ces papiers sont-elles insérées dans tous les catalogues de sociétés de ventes aux enchères : « Les papiers en règle devront être tenus » « par le propriétaire-vendeur à la disposition de l'ache-

1. Pour les chevaux nés hors de France des dispositions analogues sont édictées.

« teur » (catalogue des établissements Chéri) — « MM. les vendeurs... demeurent responsables... de la remise des papiers » (catalogue du Tattersall français) — citons encore l'article 64 du Code des courses relatif aux courses à réclamer ou à vendre au plus offrant... « L'acquéreur a en outre le droit de se faire remettre gratuitement le certificat d'origine ou le récépissé de dépôt » et enfin l'article 53 du Code des steeple-chases relatif également aux courses à réclamer ou à vendre : « L'acquéreur a en outre le droit de se faire remettre gratuitement le certificat d'origine et autres papiers constatant l'identité du cheval. »

Nous nous trouvons donc en présence d'une stipulation plus ou moins exprimée qui interviendra dans toutes les ventes effectuées soit aux enchères dans les établissements spéciaux soit sous forme de « réclamations » avant ou après les courses dites « à réclamer » ou « à vendre », et, la sanction de cette obligation, nous la trouvons dans l'article 1184 du Code civil, c'est la possibilité pour l'acheteur de demander et d'obtenir la résiliation de la vente.

En réalité la jurisprudence à peu près unanime a admis que la non remise des papiers d'un cheval de sang vendu, constituait un cas de résiliation de la vente, même à défaut de toute clause stipulant cette remise : « en principe, les papiers d'un cheval de pur sang doivent être considérés comme un acces-

« soire nécessaire de la chose vendue » (1), et on n'en est plus à compter les jugements ou arrêts ayant reconnu ce principe. Les tribunaux néanmoins se sont toujours refusés à appliquer cette théorie les yeux fermés, et souvent certaines circonstances de fait ont influé sur leurs décisions. C'est ainsi que le tribunal de Lyon a laissé subsister dans son intégralité la vente d'un cheval de sang, malgré la non remise des papiers, le vendeur ayant établi que l'acheteur destinait le cheval non à l'entraînement ni au haras, mais simplement à un service personnel à la voiture; et ce jugement admet qu'en dehors des chevaux de courses, des chevaux destinés à la reproduction ou à la carrière sportive en général, il n'existe aucun usage, local ou autre, imposant au vendeur l'obligation de remettre les papiers d'origine du cheval au moment de la livraison (2).

Un autre exemple caractéristique nous est fourni par le Tribunal civil de la Seine qui a fait une très nette application en l'espèce de cette théorie que l'intention des parties prime tout relativement à la destination du cheval vendu. B...avait réclamé avant la course le cheval *Pergratus* appartenant à R. de P...; le cheval avait bien été livré, mais sans ses papiers qui s'étaient précédemment trouvés égarés. Or

1. Paris, 25 février 1907.

2. Lyon (4^e ch.), 16 janvier 1907 — *La Loi*, 22 avril 1907, .

à cette époque la Société d'encouragement qui réglemente les courses plates n'exigeait pas encore pour la qualification d'un cheval le dépôt de ses papiers au secrétariat de la Société, l'inscription au stud-book étant réputée suffisante. Au contraire, la Société des steeple-chases, dont le règlement régit toutes les courses d'obstacles, exigeait ce dépôt d'une façon formelle. Le cheval *Pergratus* inscrit au stud-book, mais dont les papiers étaient égarés, se trouvait donc qualifié pour disputer toutes les courses plates qui étaient ouvertes en raison de son âge et de ses performances antérieures, mais ne pouvait en aucun cas être valablement engagé et par conséquent admis à disputer aucune course d'obstacles. L'acheteur B... se basait sur ce fait et réclamait 1° la résiliation de la vente conséquence de sa réclamation, 2° 10.000 fr. à titre de dommages-intérêts.

Le Tribunal a débouté B... des deux chefs de sa demande, « attendu... qu'il appartenait à B... parfaitement au courant des usages des courses, s'il voulait « modifier l'entraînement de *Pergratus* et le mettre « sur les obstacles, alors que le vendeur ne le faisait « courir que dans les courses de plat, de prendre les « renseignements nécessaires, et qu'il aurait ainsi « appris que ces pièces avaient été perdues ou égarées »

« Qu'il ne peut donc s'en prendre qu'à lui-même

« de sa négligence et doit être déclaré mal fondé en
« sa demande (1). »

Le Tribunal a donc interprété dans le sens le plus strict les intentions présumées des parties, le cheval *Pergratus* ayant été réclaté avant une course plate, le vendeur ne devait être tenu qu'aux obligations qui rendaient le cheval apte à disputer dans l'avenir ce genre de courses : or la non remise des papiers ne devant pas empêcher le cheval de prendre part à des courses plates, la vente était parfaitement valable et la demande en résiliation mal fondée.

Ne pourrait-on pas objecter qu'il est d'un usage constant de mettre sur les obstacles les chevaux de courses plates lorsqu'ils ont atteint un certain âge — exception faite des chevaux de grande classe auxquels on ne fait jamais disputer d'épreuves à réclater — et que dès lors il est de l'intention certaine des parties que la destinée du cheval réclaté étant de courir en obstacle, cette seconde partie de sa carrière sportive ne doit pas lui être irrémédiablement fermée ? Ce raisonnement a dû être soutenu à l'audience, et s'il n'a pas triomphé dans l'esprit des juges qui ont eu à statuer, il se serait peut-être imposé à celui des magistrats de la chambre voisine. Quoiqu'il en soit nous ne reverrons certainement plus pareille espèce soumise au tribunal, une modification du

1. Paris, 25 février 1907. *Lois et Sports*, 1907, p. 77.

Code de courses et du Code des steeple-chases, suite d'un vœu émis par le comité consultatif permanent, exigeant d'une façon formelle la remise des papiers à celui qui réclame un cheval, tout au moins lorsqu'il s'agit d'un produit né en 1907 ou postérieurement.

En résumé et pour en finir avec cette question de la remise des papiers d'origine, nous pouvons tirer cette conclusion qu'en cas de vente d'un cheval de pur sang destiné à un usage courant, la non remise de papiers ne saurait influencer en rien le sort de la vente. Au contraire si la commune intention des parties est que l'animal vendu est destiné, soit à la carrière sportive, soit à la reproduction comme étalon ou comme poulinière, la remise des papiers par le vendeur est obligatoire comme étant une condition de la vente, et il n'est même pas nécessaire de la stipuler, car en raison des usages constants elle est de droit. La résiliation de la vente interviendra donc comme sanction de cette obligation, et le tribunal, prononçant cette résiliation aux torts et griefs du vendeur, aura toujours la possibilité d'apprécier les circonstances de fait et d'allouer des dommages-intérêts au demandeur à l'instance si celui-ci établit l'existence d'un préjudice par lui subi.

Nous venons d'étudier quelles étaient les diverses clauses stipulées d'ordinaire ou même sous-enten-

dues dans l'intérêt de l'acheteur. Il arrive aussi que dans un contrat de vente, ce soit le vendeur qui soit l'objet d'une clause protectrice, et la rareté de ce fait n'en exclut pas la possibilité. Bien plus, il en est une d'un usage constant, tellement constant même qu'on l'a souvent considérée comme tacite dans certains contrats ; nous voulons parler de la clause de « non garantie ».

Par cette clause le vendeur se met à l'abri de toutes réclamations de la part de l'acheteur et s'exonère de l'obligation dans laquelle le place le Code civil de garantir les vices cachés de l'animal vendu. Le principe même de cette modification au contrat de vente est posé par l'article 1643 du Code civil (*in fine*). « Le vendeur est tenu des vices cachés, quand même « il ne les aurait pas connus, à moins que dans ce « cas il n'ait stipulé qu'il ne sera obligé à aucune « garantie ». D'où cette conséquence directement tirée de l'article 1643 que la clause de non garantie est licite lorsqu'elle ne portera que sur des vices (a) cachés (b) inconnus du vendeur.

Mais si ce principe est certain, unanimement admis par les tribunaux et par la doctrine, sa portée d'application l'est beaucoup moins. Les tribunaux solutionnent en effet de façons différentes des cas identiques, et les auteurs les plus réputés ont soutenu à ce sujet des opinions dissemblables.

L'opinion de MM. Aubry et Rau, de M. Baudry-

Lacantinerie — qui ont d'ailleurs suivi sur ce point la tradition de Pothier (vente, n° 210) — peut se formuler par le raisonnement suivant : L'article 1^{er} de la loi de 1884 relative aux vices rédhibitoires, indique un certain nombre de cas pathologiques dans lesquels l'acheteur pourra demander au tribunal la résiliation de la vente. Ce même article prévoit la possibilité d'une convention destinée à exonérer le vendeur de cette garantie (« à défaut de conventions contraires »). La clause de non garantie a donc pour but et pour résultat de soustraire les parties à l'application de la loi de 1884 et de les faire retomber dans le droit commun et en particulier l'article 1643 du Code civil. Et comme conséquence le vendeur sera, nonobstant la clause, tenu à la garantie des vices dont il a eu connaissance antérieurement ou au moment de la vente (1).

L'autre opinion est celle-ci : La clause, licite, de non garantie, s'applique non seulement à la loi de 1884 sur les vices rédhibitoires, mais encore à l'article 1643 du Code civil. Dès lors le vendeur n'est plus responsable d'aucun vice caché, et la vente ne peut être attaquée en droit que si l'acheteur a été victime d'un dol de la part de l'autre partie (article 1116 du Code civil). Mais que faut-il entendre

1. Voir également en ce sens : Guillouard. Vente, t. 1, n° 453 et Gallier, nos 109 et 110.

par le mot dol? On est d'accord d'une façon unanime pour définir le mot dol par « manœuvres frauduleuses destinées à déterminer une partie à contracter ». Or, la simple réticence ne peut avoir ce caractère, encore moins le silence du vendeur sur le vice qu'il avait antérieurement constaté chez le cheval.

Le premier de ces deux raisonnements nous conduit à une solution qui nous paraît fâcheuse: Si le vendeur reste tenu de la garantie de l'article 1643, c'est-à-dire des vices cachés de lui connus, on ne comprendrait vraiment pas pourquoi il stipulerait la clause de non garantie. D'une part, en effet, il déprécie la valeur de son cheval en laissant supposer qu'il est atteint d'un vice, et d'autre part il ne retire aucun avantage de sa stipulation puisque, évidemment au courant lui-même de l'existence du vice (ce n'est pas sans raison qu'il a pris soin d'insérer la clause de non garantie dans la vente), il restera tenu de la garantie dont il avait voulu s'affranchir.

La deuxième opinion s'impose à notre sens. La loi de 1884 n'est en effet qu'une amplification des articles 1641 et suivants du Code civil et si elle en modifie parfois certains détails, elle n'en altère en rien le sens. Or l'esprit de ces articles est simplement que l'acheteur ne doit pas supporter la conséquence des vices occultes dont il aurait dû être loyalement prévenu par son vendeur; la bonne foi sera

suffisamment établie entre les parties contractantes, lorsque le vendeur aura expressément averti son acheteur qu'il se dérobait à la garantie, c'est-à-dire que le cheval vendu devait être atteint d'un des vices prévus à la loi de 1884. A l'acheteur ainsi prévenu, de ne pas contracter s'il entend acquérir un animal sans défaut, et s'il contracte, il le fait à ses risques et périls, à un prix inférieur très probablement à celui qu'il eût donné sans la clause de non garantie.

La Cour de Cassation a d'ailleurs admis cette théorie, en reconnaissant dans l'espèce voisine, quoique différente de la nôtre, la parfaite licéité de la clause de non garantie même lorsqu'il était établi que le vendeur avait eu toujours connaissance des vices cachés (1).

Par contre nous devons signaler un arrêt de la Cour d'appel de Paris (7^e Ch.) du 28 avril 1904 confirmant avec adoption des motifs un jugement de première instance qui avait statué en sens contraire: « Attendu que des termes de l'article 1643 du Code civil il ressort que la clause de non garantie est nulle quand elle a été stipulée pour des vices que le vendeur connaissait et qu'il n'a pas déclarés » (2).

1. 27 janvier 1896, S. 97,1,72. Voir aussi en ce sens un j^e du Tr. de la Seine, 9 oct. 1863, D. P. 1864 3,22.

2. Journal *Le Droit*, 18 mai 1904, p. 396.

La jurisprudence actuelle semble même avoir complètement abandonné le système soutenu par la Cour de Cassation en janvier 1896 et les derniers monuments de la jurisprudence admettent tous que la clause de non garantie ne libère le vendeur qu'à raison des vices dont il ne connaissait pas l'existence lors de la vente.

Un simple jugement de justice de paix nous a paru présenter la question sous un jour très net et malgré sa longueur nous demandons la permission de le rapporter dans son ensemble :

« Attendu que le 16 août dernier, la baronne de
« F... a mis aux enchères publiques à Deauville par
« l'intermédiaire de l'établissement Chéri, quatorze
« yearlings de son haras de Ch... ;

« Attendu que le marquis de G... s'est rendu adjudicataire du cheval dénommé « le San Bernardino » moyennant le prix principal de 21.000 francs ;

« Qu'ayant constaté chez l'animal, après sa livraison, des symptômes de cornage chronique, vice rédhibitoire visé dans la loi du 2 août 1884, il a
« provoqué régulièrement la nomination d'un expert ;

« Que dans son rapport, le dit expert déclare en effet que l'animal est atteint dudit vice rédhibitoire
« signalé ;

« Attendu que pour résister à la demande de la
« résiliation de la vente formée par le marquis de
« G..., la baronne de F... fait valoir que parmi les

« clauses et conditions de la vente annoncée au public, se trouvait la clause de non garantie des vices rédhibitoires ou autres connus ou non ;

« Attendu que le marquis de G... soutient que cette clause est non valable et ne saurait lui être opposée ;

« Attendu que la solution du différend ne saurait se trouver dans les lois de 1838 et 2 août 1884 sur les vices rédhibitoires, lois qui n'ont eu pour objet que de déterminer le cas desdits vices sans déroger aux principes du droit civil au titre de la garantie des défauts de la chose vendue ;

« Attendu qu'aux termes des articles 1643 et 1645 du Code combinés, le vendeur n'est tenu de la garantie des vices cachés qu'à défaut de la stipulation de non garantie ou lorsqu'il est manifeste qu'il les connaissait ou qu'il ne peut être présumé les ignorer, ajoutent certains textes juridiques ;

« Qu'en effet, on ne saurait s'exonérer par une convention entachée de dol d'une garantie de droit.

« Qu'il y a donc lieu de rechercher dans l'espèce si la baronne de F... connaissait ou pouvait manifestement connaître le vice rédhibitoire dont était atteint son cheval ;

« Attendu que le cheval « San Bernardino » était un yearling et a été vendu comme tel, âgé de seize mois, sortant du pré et n'ayant jamais subi aucun entraînement ;

« Que la bonne foi de la baronne de F... ne saurait être mise en doute, puisqu'elle établit que le matin même de la vente, elle avait indiqué à l'Établissement Chéri des prix de réserves au-dessous desquels elle n'entendait pas vouloir se dessaisir de ses chevaux ;

« Qu'en ce qui concerne le cheval « San Bernardino », le prix indiqué était de 20.000 francs.

« Attendu, il est vrai, que le marquis de C... déclare à l'audience ne pas incriminer la bonne foi de la baronne de F... mais prétend avoir le droit de relever à sa charge une faute dans le fait de ne pas s'être enquis auprès de ses gens qui, d'après lui, sans aucun doute, ne devaient pas ignorer le vice rédhibitoire dont était atteint le cheval ;

« Attendu que cette prétendue faute repose sur une allégation dénuée de fondement, et qu'elle est même invraisemblable, car il n'est pas admissible que la baronne de F... se soit décidée à racheter son cheval 20.000 francs sans s'être renseignée au préalable auprès de ses gens de l'état de son cheval.

« Attendu d'ailleurs, que la faute juridique doit consister dans l'infraction à une obligation dont une personne serait tenue vis-à-vis d'une autre ;

« Que la loi n'impliquait pas cette obligation à la baronne de F... vis-à-vis des tiers ;

« Qu'admettre le système du marquis de G... au-

« rait pour conséquence d'enlever toute valeur juri-
« dique à la clause de non garantie inscrite dans la
« loi ;

« Qu'il est certain que la mauvaise foi est l'élément
« essentiel de la résiliation possible de la vente ou
« une faute lourde assimilable au dol ; faits caracté-
« ristiques qui ne se trouvent pas dans l'espèce ;

« Qu'il y a donc lieu de débouter le marquis de
« G... de sa demande et de le condamner aux
« dépens de son instance » (VIII^e arr. de Paris) (1).

Sur appel, la 5^e Chambre du Tribunal a confirmé
ce jugement : « Attendu qu'en cas de vente sans
« garantie du vice rédhibitoire, le vendeur n'est tenu
« à la garantie que s'il connaissait l'existence du
« vice ; que la question que la baronne de F... a
« été de bonne foi.

« Attendu que la bonne foi est toujours présumée.

« Attendu que si certains vendeurs peuvent à rai-
« son de leur profession avoir connu les vices de la
« chose vendue et si cette présomption peut être mise
« à la charge d'un marchand de chevaux lorsqu'il
« s'agit d'un cheval de service atteint de cornage
« chronique invétéré, il n'en est pas de même dans
« l'espèce actuelle.

« Attendu en effet qu'il est de tradition que ces
« sortes de poulains sont jusqu'à leur vente aux

1. Relaté dans *Paris-Sport*.

« enchères, élevés en prairie comme à l'état de nature
« et ne sont soumis à aucun travail ; qu'ils sont ainsi
« mis en vente sur leur origine et leur modèle sans
« garantie d'aptitude ou de vice rédhibitoire ; que dès
« lors à moins de circonstances spéciales résultant
« notamment de ce que le cheval a été travaillé on
« ne saurait en cas de vente d'un yearling présumer
« à la charge du vendeur la connaissance du cornage
« chronique ;

« Que ces circonstance spéciales n'apparaissent
« pas dans le procès ;

« Que la baronne de F... faisait de l'élevage non
« de l'entraînement, et se bornait à utiliser ses pro-
« duits en les vendant chaque année aux enchères
« publiques dans les conditions de garantie ci-
« dessus.

« Qu'on conçoit dès lors que le personnel de la
« baronne de F... et elle-même aient été plus préoc-
« cupés du bon état des poulains que de leurs apti-
« tudes.

« Que du reste la bonne foi prétendue est corro-
« borée par le prix de réserve de 20.000 francs qui
« n'a pu être fixé qu'après renseignements favorables
« recueillis auprès du personnel ;

« Qu'on peut d'autant mieux admettre que le cor-
« nage ait échappé au personnel que si l'on ne fait
« pas état du bruit spécial perçu au box et dont la
« signification n'est pas décisive, l'expert n'a pu se

« prononcer sur la réalité du cornage qu'après une
« épreuve de galop à la longe de plus d'une heure ;
« que dans ces circonstances, il n'est pas établi que
« la baronne de F... a commis une faute, ni qu'elle
« a usé de mauvaise foi :

« Adoptant au surplus les motifs du premier juge
« en ce qu'ils ne sont pas contraires au présent juge-
« ment... » (1).

Nous avons dit que nous refusions de nous rallier au système actuellement en faveur. Et les raisons juridiques comme les raisons pratiques nous confirment dans notre opinion : les raisons juridiques d'abord, puisqu'il suffit de parcourir l'exposé des motifs de la loi de 1838, qu'a remplacé la loi de 1884, pour se convaincre que ces lois ne sont que l'application à une matière spéciale, des principes généraux contenus dans les articles du Code civil, relatifs à la garantie, et dès lors, la garantie résultant de ces articles est à ce point liée à la garantie résultant de la loi de 1884, qu'on ne peut, par une convention, s'affranchir de l'une, sans par là même, s'affranchir de l'autre ; les raisons pratiques ensuite, car tout le système repose sur cette pointilleuse distinction de bonne et de mauvaise foi. Il pourrait sembler même, que la bonne foi étant toujours présumée, les tribunaux se montreraient très rigoureux

1. 5^e Chambre, 16 janvier 1907. *Lois et Sports*, mars 1907, page 54.

pour l'admission de la preuve contraire, et exigeraient du demandeur des faits précis et probants, destinés à prouver la mauvaise foi de son adversaire. Il n'en est rien dans le jugement du 16 janvier 1907, que nous venons de relater ; le tribunal admet même que « cette présomption (de mauvaise foi) peut être mise à la charge d'un marchand de chevaux... » Ainsi donc à défaut de preuve — et ce sera le cas général — on n'hésitera pas à statuer sur de simples présomptions, et nous pourrions citer un jugement de juge de paix, qui a en somme admis la présomption de mauvaise foi par le raisonnement suivant : Vous saviez que le cheval que vous vendiez était atteint d'un vice rédhibitoire, puisque dans le cas contraire vous n'auriez pas fait insérer dans le contrat la clause de non garantie. Et voilà pourquoi nous combattons un tel système à la fois qui nous paraît inadmissible en droit et infiniment dangereux en pratique.

La clause de non garantie est en pratique d'un usage courant. Parfois elle fera l'objet d'une stipulation écrite et insérée dans l'acte même de vente. Parfois elle résultera d'un pacte spécial intervenu entre les parties. Dans la région Ouest de la France, il est même d'un usage constant en pareil cas, que l'acheteur remette au vendeur, un « billet de décharge » qui n'est qu'une renonciation anticipée au

droit qui pourra s'ouvrir éventuellement pour lui, de demander la résolution de la vente aux termes de la loi de 1884 (1).

Que prouve la convention résultant du billet de décharge. Que l'acheteur renonce à exercer l'action en résiliation pour vices rédhibitoires énumérés dans les articles 1^{er} des lois de 1884 et de 1893, cela ne fait pas de doute, mais nous ne pensons pas que la portée de cette renonciation soit plus étendue : la convention par laquelle quelqu'un stipulerait qu'il n'est pas responsable de son dol, serait en effet nulle de plein droit. L'interprétation de la théorie appliquée par les tribunaux nous conduit donc à conclure que le vendeur ne sera pas tenu de la garantie à raison des vices qu'il ignorait au moment de la vente. Et de même l'ordre public s'opposerait à la validité d'une convention ayant pour objet la renonciation à l'action en nullité établie par la loi de 1881 sur les maladies contagieuses.

La clause de non garantie est presque toujours insérée dans les ventes de chevaux de sang. Le Code des courses précise que « la vente des chevaux dans les prix à réclamer a lieu sans aucune espèce de garantie de tous les vices rédhibitoires légaux... » (art. 63 bis) et l'article 53 du Code des steeple-chases que « les chevaux sont vendus ou réclamés sans

1. *Recueil de jurisprudence de Nantes*, 1906, p. 30.

garantie ». De même le cahier des charges inséré en tête des ventes faites au Tattersall français contient le paragraphe suivant : « Les produits de pur sang
« sont vendus sans garantie, ce qui signifie sans au-
« cune espèce de garantie de tous les vices rédhibi-
« toires légaux », et celui qui règle les ventes faites
« par les Établissements Chéri. « Les chevaux sou-
« mis aux enchères sont vendus sans aucune garan-
« tie comme produits de pur sang suivant l'usage. En
« conséquence les vendeurs ne seront pas tenus des
« vices rédhibitoires connus ou non, déclarés ou
« non... »

Observons à ce propos, que si le vice était déclaré, il ne serait plus un vice caché, donc plus un vice rédhibitoire, puisque l'acheteur aurait contracté en toute connaissance de cause (1); observons ensuite

1. Un vice énuméré par la loi de 1884 modifié par celle de 1895 n'est pas rédhibitoire lorsque son existence aura été portée à la connaissance de l'acheteur par un moyen ou par un autre, par exemple, par l'insertion qui en sera faite dans le contrat de vente ou dans l'acte matériel d'une pollicitation quelconque. Nous pensons que cette déclaration peut résulter indirectement de la clause de non garantie relative à un vice déterminé, et que la formule : « je vous vends un cheval garanti de partout sauf de cornage chronique » par exemple équivaut à la formule : « je vous vend un cheval que je vous déclare atteint de cornage chronique ».

Nous n'avons pas connaissance que les tribunaux aient jamais eu à statuer sur cette équivalence, mais elle nous semble tellement évidente, que toute démonstration en paraît superflue. Licite aussi sans doute serait la non garantie relative à « l'immobilité et au cornage

que si nous admettons la validité de la stipulation de non garantie des vices connus ou non (du vendeur), les tribunaux ne semblent pas partager notre avis et que cette clause aurait toutes chances d'être jugée nulle en vertu de cet argument discuté plus haut, qu'une des parties ne peut à l'avance s'affranchir des conséquences de son dol.

En citant un paragraphe de l'énoncé des conditions de la vente que l'établissement Chéri fait insérer en tête du procès-verbal d'adjudication dressé par l'officier ministériel chargé de la vente, nous avons noté cette expression : «..... sans aucune garantie, comme chevaux de pur sang, suivant l'usage » ; c'est en effet un usage constant en matière de vente de chevaux de courses, que la vente soit faite sans garantie. Mais est-ce à dire qu'à défaut de stipulation

chronique » bien que le vendeur ait eu de tout temps connaissance de ces vices chez le cheval vendu. Il faudrait donc admettre aussi la possibilité pour le vendeur averti de stipuler l'absence de garantie de trois de cinq ou même des six vices rédhibitoires qui composent toute l'énumération de la loi de 1884-1895. Et si à la clause « le vendeur ne sera pas tenu de la garantie résultant des vices rédhibitoires » on substituait la clause : « Le vendeur déclare que le cheval vendu est atteint des six vices rédhibitoires légaux », toute distinction de bonne ou de mauvaise foi se trouverait par là même abolie, et le vendeur ne saurait en aucun cas être assigné en résiliation de la vente. Comme d'autre part l'acheteur ne saurait en aucun cas prendre au sérieux une telle déclaration, il est à supposer que celle-ci n'aurait aucune influence sur le prix de la vente et de la sorte le contrat deviendrait inattaquable en tout état de cause.

touchant ce point dans la vente pure et simple d'un cheval de sang, la clause de non garantie s'y trouvera sous-entendue ? La question ne s'est jamais posée devant les tribunaux, et si l'on peut s'en étonner tout d'abord, il faut y voir la conséquence de ce fait que la clause de non garantie est toujours et formellement insérée dans ces sortes de vente à ce point qu'elle est pour ainsi dire devenue une clause de style. C'est donc là un usage bien caractérisé, mais est-il assez établi pour devenir obligatoire pour les parties contractantes ? En matière d'usage, il faut toujours user d'une très grande circonspection. Un jugement du tribunal de la Seine (23 avril 1903, déjà cité) rendu d'ailleurs sur une espèce qui n'était pas celle que nous envisageons, pose en principe que « le but en vue duquel le marché a été conclu » (il s'agissait d'un cheval de courses) ne pouvait « avoir pour effet de modifier les principes en matière de garantie des vices rédhibitoires ». L'application de ce principe nous conduirait donc à refuser le caractère d'un usage obligatoire à la clause de non garantie insérée dans les ventes de chevaux de race pure. Mais depuis ce jugement une innovation a quelque peu modifié les habitudes des vendeurs. Le propriétaire d'un haras des plus connus, M. Gaston D..., s'est mis à la tête d'un mouvement qui s'est propagé dans le monde des éleveurs et bon nombre de ceux-ci ont formellement déclaré au mo-

ment des ventes de yearlings qui ont eu lieu à Deauville en août 1907 et ultérieurement qu'ils garantissent leurs produits de certains vices rédhibitoires légaux. Nous ne pensons donc pas qu'on puisse considérer comme sous-entendue la clause de non garantie qui n'aurait pas été stipulée dans une vente de chevaux de sang, l'usage n'étant pas assez établi pour prendre les caractères d'une règle obligatoire. Mais s'il en est ainsi dans les rapports entre l'acheteur et le vendeur, en serait-il de même dans les rapports entre le vendeur et l'intermédiaire (Tattersall, Sporting, Établissement Chéri) ? On pourrait probablement soutenir que ce dernier est lié par un usage, constant celui-là, et que le vendeur pourrait lui réclamer des dommages-intérêts au cas où l'établissement intermédiaire aurait par sa faute omis de faire insérer dans ses catalogues et dans le procès-verbal d'adjudication la clause de non garantie traditionnelle en pareille matière.

TROISIÈME PARTIE

LÉGISLATION ÉTRANGÈRE DES VICES RÉDHIBITOIRES

Les nations organisées ont, pour la plupart, senti la nécessité qu'il y avait à préciser, dans des lois spéciales, la façon dont pourrait, notamment en la matière qui nous occupe, s'exercer l'action rédhibitoire pour vices cachés. Parfois ces textes législatifs sont insérés dans le Code civil, et il en est particulièrement ainsi dans les pays dont le Code civil est relativement récent. Parfois, au contraire, des lois spéciales ont été promulguées postérieurement au Code lui-même afin de protéger l'acheteur contre les conséquences des vices non apparents. Nous allons passer en revue les différentes législations en vigueur dans les nations étrangères et concernant cette matière.

Allemagne. — Le Code civil allemand, promulgué en 1900, a remplacé les diverses lois particulières appliquées dans les différents royaumes de l'empire (Art. 199 à 206 du Code prussien — loi du 3 mai 1859 en vigueur dans le ressort de la Cour d'appel de Cologne — loi du 26 mars 1859 applicable en Bavière

— lois du 23 avril 1859 et 28 décembre 1861 communes au grand duché de Bade et au royaume de Wurtemberg — art. 904 et 924 à 929 du Code civil saxon) Il établit dans ses articles 459 à 467 — 469 à 480 diverses dispositions (assez comparables à celles des art. 1.641 à 1649 de notre Code) et l'article 481 applique ces dispositions à la vente des chevaux, tout au moins en ce qu'elles ne sont pas contraires aux articles 482 à 492 inscrits plus loin.

Aux termes de l'article 482 le vendeur ne doit répondre que de *certain*s vices rédhibitoires (Hauptmängel) et seulement s'ils se manifestent dans des délais déterminés. Mais sur l'énumération de ces vices rédhibitoires, comme sur les délais de garantie, le Code ne dit rien; il laisse au pouvoir exécutif le soin de les déterminer par ordonnance impériale (Kaiserliche Verordnung) prise avec l'assentiment du Bundesrath, détermination pouvant être complétée ou modifiée de la même manière (1).

Le point de départ du délai de garantie est placé par l'article 483 « à l'expiration du jour où le risque passe à l'acheteur » ; et tel était déjà le principe des lois spéciales à la matière dont nous avons ci-dessus donné la liste. L'action en résiliation, toujours possible lorsque le vendeur a usé de dol pour dissimuler le vice (art. 485) est en principe prescrite six semai-

1. L'ordonnance actuellement applicable est celle du 27 mars 1899.

nes après l'expiration du délai de garantie à moins que l'acheteur ait déjà introduit l'instance ou « réclamé les formalités judiciaires pour assurer la preuve ». Le Code civil ne précisant aucune formalité judiciaire, il y a lieu d'appliquer à la matière les règles habituelles de la procédure. L'article 485 refuse également à l'acheteur l'exercice de l'action *quantum minoris* alors que l'article 462, applicable à tous les cas autres que les cas de vente d'animaux domestiques, laisse à l'acheteur le choix d'exercer l'une ou l'autre action.

Enfin l'article 492 permet aux parties, qui sont libres d'étendre ou de modifier par des conventions spéciales les dispositions de la loi, d'énoncer dans l'acte de vente telle ou telle qualité que le vendeur s'engage à garantir, l'absence chez le cheval de certains vices non rédhibitoires légalement, et dès lors, les règles concernant les vices rédhibitoires s'appliqueront à ces cas particuliers.

En résumé, si l'on en excepte la prohibition de l'action *quantum minoris*, et la détermination des vices et des délais faite par le pouvoir exécutif, si l'on fait abstraction des règles de procédure nécessairement différentes selon les divers pays, les règles de fond se retrouvent en Allemagne, sensiblement les mêmes qu'en France. Nos voisins d'outre-Rhin ont sur nous l'avantage de pouvoir modifier plus facilement l'énumération des vices eux-mêmes sans recourir pour

cela à une loi qui serait chez nous nécessaire. Mais en réalité le décret impérial devant être pris d'après la décision de l'Assemblée législative, et devant être promulgué tout comme une loi, l'avantage signalé doit être bien peu de chose et en définitive leur législation ne s'écarte pas sensiblement de la nôtre.

Angleterre. — Aucun texte législatif ne vient, en Angleterre, régler la garantie due par le vendeur au sujet des vices cachés du cheval vendu. Pays traditionaliste par excellence, l'Angleterre puise dans les coutumes universellement répandues une arme suffisante pour protéger l'acheteur, et la jurisprudence, d'ailleurs fort libérale, a établi certaines règles qui tiennent parfaitement lieu de toute loi spéciale.

Aucune garantie n'est de droit, et les conditions d'une vente de chevaux doivent être expressément stipulées ou découler d'un usage constant. Les conditions tacites sont locales pour la plupart. Ainsi dans certaines localités il est de règle lorsqu'un cheval est atteint d'immobilité, de révéler le fait dans le marché. Si donc, la vente a eu lieu sans qu'il fût question de ce défaut, on considérera le cheval vendu comme tacitement garanti de ce vice (1).

1. Exemple fourni par John Stewart dans son ouvrage : *Conseils aux acheteurs de chevaux*.

A côté de cette garantie tacite, dont la constatation nécessitera toujours l'intervention d'arbitres ou d'experts, il est constant d'exiger du vendeur une garantie expresse qui résultera de la seule inscription sur la quittance de l'adjectif : « guaranteed » ou « garanti ». appliqué au cheval. Ce simple mot signifie en Angleterre que le cheval est vendu comme sain (sound) et que si l'état contraire venait à être constaté, le vendeur s'engage à le reprendre aussitôt. « Il est rare, dit John Stewart, qu'un marchand achète un cheval de prix sans exiger un contrat de garantie, surtout pour les défauts qui ont rapport au caractère, à la timidité, aux habitudes, d'autant plus que ces défauts ne sont dans aucune localité compris dans la garantie tacite » (1).

La vente peut donc se présenter sous trois aspects différents :

1° Avec un contrat de garantie dans lequel les parties pourront convenir de toutes les conditions qu'elles voudront, indépendamment des garanties tacites locales ;

2° Avec l'inscription du mot « garanti » qui obligera le vendeur à reprendre le cheval reconnu « non sain » (insound), sans préjudice de garanties tacites locales ;

1. John Stewart, *op. cit.*,

3° Avec, à défaut de toute stipulation, la garantie tacite locale.

Que signifie donc ce mot « sain » (sound) auquel on attache une telle importance ? Un cheval est déclaré insound ou non sain, lorsque par suite de maladie ou d'accident il a subi une altération de structure qui diminue actuellement ou doit fatalement diminuer dans l'avenir son utilité naturelle.

Fort nombreux sont les cas garantis par la clause « guaranteed ». Ne citons que ceux qui présentent quelques caractères spéciaux : un cheval sera réputé insound, lorsque, après guérison des blessures faites aux genoux en tombant (broken knees), il lui reste certaine gêne dans l'articulation du genou ou certaines faiblesses qui ont pour effet de le faire buter fréquemment. Il le sera encore lorsque, vendu aussitôt après avoir subi l'application du feu, l'engorgement des tendons n'aura pas entièrement disparu, le traitement terminé. Il le sera enfin, lorsque par suite d'une habitude vicieuse il sera difficile et dangereux à approcher, à panser, à tondre ou à ferrer.

Russie. — « Il n'existe pas dans ce pays de codification spéciale des dispositions sur les vices rédhibitoires. C'est de l'ensemble de la législation civile contenue dans le tome X du Code des lois de l'empire que se déduisent les principes qui règlent en

Russie les points de droit connus sous le nom de vices rédhibitoires (1).

Ces principes sont des plus simples et se trouvent contenus dans les articles suivants du Code de lois (tome X).

Art. 1516. — Le vendeur est tenu de délivrer à l'acheteur les matières achetées de la qualité qui avait été convenue préalablement ou bien conforme au modèle qui avait été arrêté entre les deux parties.

Art. 1517. — Les contestations qui pourraient résulter de l'article ci-dessus seront jugées par le tribunal compétent.

Art. 1518. — Si le tribunal reconnaît que la valeur mobilière vendue n'a pas la qualité qui avait été convenue, ou qu'elle n'est pas conforme au modèle, ladite valeur mobilière sera rendue au vendeur qui sera tenu de restituer à l'acheteur les arrhes que ce dernier aurait versées.

(Traduction certifiée conforme par le secrétaire de la légation de Russie à Bruxelles, M. Kalochine, le 10 février 1865).

Un système de législation aussi simpliste donne évidemment aux tribunaux un pouvoir d'appréciation

1. Extrait des renseignements transmis de Saint-Petersbourg à la date du 10-22 octobre 1878 par S. Exc. M. le Ministre des Affaires étrangères de Russie à M. Van Allecymes, conseiller à la Cour d'appel de Gand, et rapporté par ce dernier dans son *Traité théorique et pratique des vices rédhibitoires* (loi belge), p. 527 et suiv.

énorme. Le cheval vendu a-t-il la qualité qui avait été convenue ? telle est la question qui se posera et à laquelle devra répondre le juge. Sans doute ce dernier s'entourera-t-il de l'avis de gens compétents, d'experts vétérinaires appelés à donner leur avis sur la qualité du cheval. Or le cheval sans défaut est un mythe, la perfection n'étant pas de ce monde, et si tout défaut non déclaré pouvait entraîner la résiliation de la vente, on ne sait pas trop quelles seraient les ventes inattaquables. Les experts doivent probablement suivre certaines traditions dans la détermination des vices qui sont rédhibitoires et de ceux qui ne le sont pas ; il serait à souhaiter que ces usages fussent réunis dans un texte législatif obligatoire afin de laisser le moins de prise possible à l'arbitraire.

Italie. — Les articles 1481, 1498 à 1506 du Code civil italien sont la traduction à peu près littérale des articles 1625, 1641 à 1649 du Code civil français. L'article 1505 contient néanmoins certaines dispositions spéciales qui règlent la matière des vices rédhibitoires.

« Art. 1505. — L'action rédhibitoire résultant des vices de la chose doit être intentée par l'acquéreur... s'il s'agit d'animaux... dans les quarante jours de la livraison pour autant que des usages particuliers n'aient pas établi des délais plus longs ou moindres.

L'action rédhibitoire de la vente d'animaux n'a lieu que pour les vices déterminés par la loi ou les usages locaux ».

Les usages locaux qui en définitive, règlent à peu près complètement la matière du vice rédhibitoire, sont en Italie des plus divers, et aucun projet d'unification et de codification n'a encore abouti. Nous donnerons quelques exemples (et non pas une liste complète) de ces différentes coutumes, et l'on verra sans difficulté combien en serait utile l'unification.

I. — En Romagne, aucune loi spéciale. Des coutumes diverses suivant les différentes villes de la province. A Rome, on estime comme rédhibitoires : la pousse, le catharre chronique, l'amaigrissement chronique, le râle et sifflement (cornage), le vieux mal (boiteries intermittentes pour cause de) le tic, l'épilepsie, l'état lunatique (fluxion périodique des yeux), la rétivité, la crampe, le vertige et l'immobilité.

A Bologne, on observe encore une ancienne ordonnance du xv^e siècle déclarant rédhibitoires : la pousse, la morve, la fluxion lunatique, le farcin, le vieux mal et la rétivité (et accordant à l'acheteur pour intenter sa demande en résiliation un délai de quinze jours dans les cas de farcin et de rétivité, un délai de un mois dans les autres cas).

A Ferrare et Ravenne sont reconnus rédhibitoires : la morve, le vieux mal, l'état lunatique, la réti-

tivité et la rusticité (avec un délai de huit jours pour introduire la demande).

A Forlì, un délai de un mois du jour du contrat pour la pousse, la morve, le mal lunatique, l'ombrage et le vieux mal.

II. — Modène. — Une loi du Code d'Este (livre I^{er} titre XVI) accorde l'action rédhibitoire aux cas de morve, pousse, rétivité, vieux mal, fluxion périodique des yeux (avec délai de huit jours à dater du contrat pour les quatre premiers, de cinquante jours pour le dernier).

III. — Lombardie et Vénétie. — Les vieux statuts de Milan admettent comme vices rédhibitoires, la cécité, la pousse, la morve, la demi-paralysie des membres inférieurs.

Au contraire dans la province de Padoue, la coutume accorde l'action pendant quinze jours pour la pousse, la fluxion lunatique, la rétivité, le vieux mal et la morve.

IV. — Piémont. — (Délai de 40 jours) aux cas de fluxion lunatique, morve, pousse, vieux mal, rusticité.

V. — Deux-Siciles. — Le Code napolitain a supprimé toute garantie légale, toute garantie du vendeur devant avoir été expressément stipulée au contrat (1).

1. Ces renseignements sont extraits de l'analyse qu'a faite des débats législatifs particuliers d'Italie M. le professeur Domenico Vallada, de Turin, dans un projet de règlement spécial.

Espagne. — Aux divers usages locaux qui existaient avant la promulgation du Code civil espagnol (1888-1889) ont été substitués les articles 1484 à 1490, qui ont trait à la garantie pour vices cachés des animaux domestiques. Le législateur néanmoins a voulu laisser subsister la plus grande partie des anciens usages, quelque différents qu'ils soient. Et l'article 1496 s'exprime en ces termes : « L'action « rédhitoire qui se fonde sur les vices et les défauts « des animaux devra s'intenter dans les 40 jours à « compter de celui de la délivrance à l'acheteur, à « moins que des délais plus ou moins longs n'aient « été établis par l'usage dans la localité. »

« Dans les ventes d'animaux cette action ne pourra « s'exercer que pour les vices et défauts fixés par la « loi ou les usages locaux. »

En somme les dispositions de la loi espagnole n'ont guère d'autre but que de suppléer aux usages locaux lorsque ceux-ci n'existaient pas. Quant aux effets civils de la résiliation, ce sont les principes du Code civil espagnol inspiré par le Code civil français qui régleront la matière.

Belgique. — La loi du 28 janvier 1850 qu'a remplacée la loi du 25 août 1885, légèrement modifiée par celle du 3 juillet 1894, est à la fois voisine de la loi allemande quant aux principes, et de la loi française, quant à la procédure et aux effets.

La détermination des vices rédhibitoires, ainsi que celle des délais pour intenter l'action, est laissée aux soins du gouvernement qui y procède par une ordonnance royale, sans que les délais puissent excéder trente jours.

La résolution de la vente peut seule être demandée par l'acheteur à qui la loi de 1850, comme la loi de 1885, a toujours refusé l'action *quantum minoris*.

Suisse. — En 1854 fut signé un concordat entre les cantons de Zurich, Berne, Schwytz, Zug, Fribourg, Soleure, les deux Bâle, les deux Appenzell, Saint-Gall, Argovie, Thurgovie, Vaud, Valais, Neuchâtel, pour régler d'une façon uniforme la matière de la rédhibition des ventes de chevaux ou de bœufs. De nos jours, seuls les cantons de Zurich, Schwytz, Bâle-ville, Bâle-campagne, Appenzell, Argovie et Thurgovie sont restés fidèles à ce pacte, les autres cantons appliquant des lois locales plus ou moins différentes.

Aux termes de l'article 2 du pacte de 1854 étaient
« considérés comme vices rédhibitoires, pour la
« race chevaline: 1° Les maladies cachectiques, ou
« phtisiques qui sont la conséquence de la dégéné-
« ration des organes de la cavité de la poitrine ou
« du ventre (induration, ulcération, suppuration,
« cancer, dégénérescence tuberculeuse), etc... Durée
« de la garantie: 20 jours.

« 2° Toutes les espèces de pousse; durée de la
« garantie: 20 jours.

« 3° La gourme maligne, la morve et le farcin ;
« durée de la garantie: 20 jours... »

Cet article était suivi de 16 articles ayant trait à la procédure de l'instance, rien ne venant régler les conséquences civiles de la résiliation. Les lois locales devaient donc s'appliquer purement et simplement et l'on comprend que plusieurs cantons aient tenté de s'affranchir des prescriptions bizarres de ce texte extraordinaire pour rechercher dans leurs coutumes personnelles une réglementation plus conforme au bon sens et à leur intérêt.

Portugal. — Toute la matière des vices rédhibitoires est contenue dans l'article 1582 du Code portugais : « La vente ne pourra être résiliée sous
« prétexte de lésion ou à raison de vices dits rédhi-
« bitoires que si l'existence de cette lésion ou de ces
« vices suppose l'existence d'une erreur qui rende
« le consentement nul..., ou si le contraire a été
« expressément convenu. »

D'où cette double conséquence : 1° que la garantie ou la non garantie peuvent toujours être valablement stipulées — 2° qu'à défaut de stipulations y ayant trait, l'acheteur ne pourra demander la résiliation de la vente que s'il peut prouver qu'il y a eu « erreur »

de sa part dans la considération du cheval dont il s'est rendu acquéreur.

Les avantages comme les inconvénients de ce système aussi simple qu'ingénieux apparaissent clairement à première vue, certaines preuves étant généralement impossibles à fournir d'une façon indiscutable, il est à supposer que la jurisprudence portugaise a dû suppléer à l'œuvre du législateur et que l'usage soit local, soit général doit dans un grand nombre de cas permettre au juge d'interpréter de façon détournée l'article 1582 du Code civil de manière à lui faire produire tous les effets qu'impose l'équité.

CONCLUSION

La défiance témoignée par le législateur à l'égard des vendeurs de chevaux — défiance justifiée dans un grand nombre de cas, il faut le reconnaître — a fait promulguer plusieurs lois destinées à protéger l'acheteur contre la ruse et la fraude. Aux dispositions générales du Code civil ont été adjointes des lois spéciales destinées à régler de façon précise l'exercice de l'action en résolution. Ces lois sont-elles parfaites ? Il ne nous appartient pas de le dire, mais l'examen des législations étrangères issues pour la plupart de la nôtre permet de nous rendre compte combien l'œuvre du législateur français devait être utile. Il est à remarquer en effet qu'en la matière des vices rédhibitoires comme en tant d'autres, la France a innové et que la première de toutes les nations organisées elle a condensé dans un texte législatif spécial les diverses coutumes si disparates qui jusqu'alors avaient force de loi dans les différentes régions. L'étranger lui aussi a éprouvé le besoin d'avoir des institutions analogues et tout naturellement il

s'est inspiré très largement des dispositions de la loi de 1838.

Cette loi n'était certes pas exempte de critiques, et ce sont ces critiques qui l'ont fait remanier et remplacer par la loi de 1884, légèrement modifiée par les lois subséquentes. Mais aujourd'hui, grâce aux dispositions si nettes et si juridiques de notre Code civil ; grâce aux lois spéciales qui sont les conséquences d'une expérience déjà ancienne ; grâce enfin aux tribunaux français dont la jurisprudence à bien peu près uniforme a interprété ces lois dans le sens de la plus grande équité — l'on peut dire que l'acheteur de chevaux est en France aussi protégé que possible contre les tentatives de fraudes et la duplicité des vendeurs malhonnêtes.

Pourrait-on en dire autant des acheteurs d'automobiles... ?

Vu : le Doyen,
LYON-CAEN

Vu : le Président de la thèse
AMBROISE COLIN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIERES

	Pages
INTRODUCTION	5
Première partie. — <i>Des ventes nulles de droit.</i> . . .	8
Deuxième partie. — <i>Des ventes annulables</i> . . .	17
CHAPITRE I. — Code civil.	18
CHAPITRE II. — Lois spéciales	33
Action récursoire en garantie	64
Effets de l'action résolutoire	70
CHAPITRE III. — Inexécution des obligations . . .	76
Non remise des papiers d'origine	94
Clause de non garantie.	101
Troisième partie. — <i>Législation étrangère des vices rédhibitoires.</i>	117
CONCLUSION	131

